



Ouest Conseils Etudes Environnement

**Etude de zonage d'assainissement de la  
commune de Sèvremont (Vendée)  
Commune déléguée de La Flocellière**

**REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT  
DES EAUX USEES**

*Dossier n°OE85.17.0560*

**Septembre 2017**

## **PREAMBULE**

La commune de Sèvremont est située sur le secteur Est du bocage Vendéen. Elle est issue de la fusion en janvier 2016 des communes déléguées de La Flocellière, de Châtelliers Châteaumur, de la Pommeraie sur Sèvre et de Saint Michel Mont Mercure. Le territoire communal s'étend sur environ 8 900 hectares.

La commune de Sèvremont appartient à la Communauté de Communes du Pays de Pouzauges. Le territoire communal est encadré par les communes de Pouzauges et du Boupère au Sud, par celles de Saint Paul en Pareds et Saint Mars la Réorthe à l'Ouest, par celles des Epesses et Treize Vents au Nord et par celle de Saint Mesmin à l'Est.

### **La suite du dossier va traiter exclusivement de la commune déléguée de La Flocellière.**

La commune de La Flocellière a révisé en 2009 l'étude de zonage d'assainissement de l'ensemble de son territoire.

Les grands principes du schéma directeur d'assainissement de la commune définis lors de cette étude étaient les suivants :

- les secteurs urbanisés (ou à urbaniser) du Bourg de La Flocellière et de la Zone Industrielle de la Blauderie, sont voués à être en assainissement collectif : traitement actuel des effluents par une station d'épuration de type boues activées.
- les secteurs urbanisés (ou à urbaniser) des villages de La Chagnais et de La Guillotière (Sud Ouest du territoire) ont été délimités en assainissement collectif : gestion actuelle des eaux usées par des dispositifs d'assainissement non collectif : projet de mise en œuvre d'un assainissement semi collectif.
- pour les autres secteurs de la commune, l'assainissement des habitations s'effectuera en assainissement non collectif.

**Le principal objectif de la réactualisation de l'étude de zonage d'assainissement de la commune de Sèvremont est la redélimitation des zones qui sont et vont être gérées en assainissement collectif sur la commune déléguée de Sèvremont.**

Ce rapport présente les points suivants :

- les caractéristiques de la commune déléguée de La Flocellière.
- un bilan de l'assainissement individuel de la commune déléguée de La Flocellière : aptitude des sols à l'assainissement autonome, état actuel du parc "assainissement non collectif", fonctionnement du service SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif). Le dossier s'intéressera particulièrement aux villages de La Chagnais et de La Guillotière situés au Sud Ouest du territoire.
- un bilan de l'assainissement collectif du Bourg de la commune déléguée de La Flocellière : nature et caractéristique de la station d'épuration, état actuel des dispositifs, caractéristiques des réseaux de collecte.
- la détermination des charges traitées à terme en assainissement collectif par la station d'épuration.

## **I- CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET TECHNICO FINANCIER**

### **I-1 Généralités :**

La réglementation met au premier plan les communes pour assurer la maîtrise de leurs eaux usées domestiques et pluviales. L'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales (ex article 35 de la loi sur l'eau) prévoit en effet que les communes délimitent :

- les zones d'assainissement collectif,
- les zones d'assainissement non collectif,
- les zones dans lesquelles des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols,
- les zones dans lesquelles des installations sont à prévoir pour collecter et stocker les eaux pluviales.

Si les deux premiers volets concernent naturellement toutes les communes, il apparaît que les deux derniers ne sont pas systématiques : ceux-ci concernent principalement les grandes agglomérations et les zones sensibles au risque d'inondation (circulaire du 12 mai 1995).

Deux techniques différentes permettent d'assurer un traitement satisfaisant des eaux usées domestiques :

- la collecte grâce à un réseau public d'assainissement, suivi d'un traitement en station d'épuration (assainissement collectif).
- le traitement à l'échelle de chaque habitation ou petit groupe d'habitations (assainissement individuel ou groupé).

Un assainissement dit « regroupé » dont les travaux d'assainissement comportent un réseau réalisé sous maîtrise d'ouvrage publique relèvera de l'assainissement collectif constituant, de fait, une obligation de raccordement. A contrario, un assainissement dit « regroupé » dont les travaux d'assainissement sont entièrement réalisés sous maîtrise d'ouvrage privée relèvera de l'assainissement non collectif. Il en sera de même dans le cadre de travaux réalisés pour des maisons appartenant à la commune (donnée Service de l'Eau du Conseil Départemental de la Vendée).

**Ces deux techniques, lorsqu'elles sont correctement mises en œuvre, permettent d'atteindre des résultats équivalents en termes de protection de l'environnement (épuration des rejets).**

**Le zonage d'assainissement conduit les communes à déterminer les modalités d'assainissement les mieux adaptées (choix entre ces deux méthodes) sur chacune des parties de leur territoire.** Les enjeux sont importants techniquement, financièrement et en termes de responsabilité.

### **I-2 L'assainissement collectif :**

#### *I-2-1 Dispositions générales*

**En terme de responsabilité, les communes sont responsables en cas de pollutions entraînées par le mauvais fonctionnement des équipements.**

Le code de la santé publique nous renseigne sur les obligations de la commune et des particuliers sur le raccordement à l'assainissement collectif.

L'article L.1331-1 indique que "le **raccordement** des immeubles **aux égouts** disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et **établis sous la voie publique** à laquelle ces immeubles ont **accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire** dans le délai de **deux ans** à compter de la mise en service de l'égout." L'article L.1331-4 nous informe que "les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la **charge exclusive des propriétaires**". Il en est de même dans le cas où le raccordement se fait par l'intermédiaire d'une voie privée (article L.1331-3).

### I-2-2 Les stations d'épuration :

Il existe différents types de filières d'épuration des eaux usées (les filières biologiques, physico-chimique). Le choix sur l'utilisation d'une filière dépend principalement du niveau de traitement que doit assurer de manière fiable la station pour permettre de maintenir l'objectif de qualité du milieu récepteur. Il est donc fonction de la sensibilité du milieu récepteur, mais aussi de la quantité de charge à traiter.

Les autres facteurs pouvant être pris en compte dans le choix d'une station sont la superficie du site d'implantation de l'ouvrage, sa topologie, la nature du sol, la nature de l'urbanisation.

Les normes relatives aux **filières d'assainissement non collectif ou collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub>** (collecte, transport, traitement des eaux usées, surveillance et efficacité des ouvrages) sont fixées par **l'arrêté du 22 juin 2007 et celui du 21 juillet 2015**.

L'article 6 de l'arrêté du 21 juillet 2015 stipule que les stations d'épuration sont conçues et implantées à une **distance minimale de 100 m des habitations et des bâtiments recevant du public** de manière à les préserver d'éventuelles nuisances auditives et olfactives.

Les principaux types de **stations de traitement** adaptées aux villages ou aux petites collectivités sont les suivants :

- le filtre à sable vertical drainé : ce procédé dérivé des filières d'assainissement individuel est adapté à l'assainissement semi-collectif pour des charges à traiter de 5 à 400 EH. Le principe de l'épuration repose sur une filtration lente, au sein d'un milieu granulaire fin, qui joue le rôle de filtre physique et de support à des réactions biologiques. L'eau usée doit au préalable avoir subi une décantation (fosse toutes eaux, décanteur digesteur...) pour éliminer les matières en suspension, avant d'être dirigée vers un massif filtrant constitué de sable lavé. Il peut être scindé en plusieurs unités pour alterner l'alimentation et la régénération des milieux.
- le filtre à macrophytes (préconisable généralement pour des charges à traiter comprises entre 20 et 2 000 EH) : ce procédé réalise aussi le traitement biologique des effluents à partir d'une culture fixée (micro-organismes) sur un support fin rapporté. Il est constitué par 2 étages de traitement, alimenté le plus souvent par des postes de stockage et d'injection (pompes). La principale caractéristique de ces filtres plantés de roseaux est que le 1<sup>er</sup> étage de traitement est généralement alimenté directement avec des eaux usées brutes (sans décantation préalable). Les roseaux évitent le colmatage des filtres grâce aux tiges souterraines qui viennent percer les dépôts et créent également des conditions favorables à la minéralisation des matières organiques retenues (leur contribution directe aux prélèvements de nutriment est cependant négligeable).
- le lagunage naturel (préconisable le plus souvent pour des charges à traiter de 100 à 2 000 EH). Le lagunage est un procédé d'auto épuration des eaux usées qui consiste en un lent écoulement de l'eau dans des bassins successifs peu profonds où prolifèrent des bactéries et



autres organismes vivants au détriment des matières organiques et des sels minéraux contenus dans les eaux. Ses avantages par rapport aux procédés classiques sont nombreux (un faible coût d'installation, la facilité d'exploitation et d'adaptation, l'absence de consommation d'énergie et de produits chimiques). Ses inconvénients sont une emprise foncière importante, ainsi que des rendements épuratoires faibles en ce qui concerne le traitement du phosphore, ce qui peut rendre cette filière inadaptée lorsque le milieu est particulièrement sensible à cet élément.

- les boues activées (préconisable pour des charges à traiter de 200 à plus de 2 000 EH). Le principe de l'épuration repose sur l'activation des bactéries grâce à l'aération mécanique des effluents (généralement par insufflation d'air). Les boues sont ensuite séparées de l'eau traitée par décantation dans un clarificateur. Le principal avantage de cette filière est son emprise au sol très réduite et sa compatibilité à réaliser un traitement plus poussé de l'azote et du phosphore.

Les coûts utilisés pour les différentes estimations financières de la station de traitement dans ce rapport correspondent à des **prix de référence** établis par l'**Agence de l'Eau** (coûts moyens habituellement observés). Par contre, les prix **ne comprennent pas en compte l'achat des terrains** nécessaires à l'implantation du dispositif de traitement.

### I-2-3 Le réseau de collecte :

Les coûts utilisés pour les estimations financières du réseau de collecte des effluents de ce rapport correspondent à des **prix moyens** du marché.

Les prix d'installation du réseau varient selon le **type de réseau concerné** :

- canalisation gravitaire de collecte sous voirie publique (Ø 200 mm).....190 €HT/ml
- canalisation gravitaire de collecte sous chemin empierré (Ø 200 mm)..... 135 €HT/ml
- canalisation gravitaire de collecte en terre agricole (Ø 200 mm) .....110 €HT/ml
- canalisation de refoulement en tranchée commune (Ø 70 mm).....30 €HT/ml
- canalisation de refoulement sous voirie (Ø 70 mm).....55 €HT/ml
- canalisation de refoulement sous voie privée/terre agricole (Ø 70 mm).....45 €HT/ml
- boîtes de branchement .....600 €HT/habitation

Une plus-value de 10 à 50 €HT/ml peut être ajoutée au prix du réseau lorsque des difficultés apparaissent pour la réalisation des travaux : surprofondeur, fonçage sous une voie départementale ou présence de terrains rocheux (cf coût terrassement au BRH).

En ce qui concerne le réseau de collecte des effluents, les prix indiqués **prennent en compte** l'ensemble des opérations suivantes :

- les travaux de démolition et de réfection des chaussées,
- la réalisation des tranchées,
- la fourniture et la pose des canalisations,
- la pose si nécessaire de pompes de relevage,
- l'installation d'un regard de branchement pour chaque logement,
- la connexion « branchement-canalisation principale ».

Par contre, les prix **ne comprennent pas** les travaux suivants, qui restent à la charge exclusive des propriétaires :

- les travaux de raccordement réalisés à l'intérieur des propriétés privées (du regard de branchement jusqu'à l'habitation),
- les travaux de déconnexion des fosses existantes.

Le prix des **postes de relevage**, nécessaires lors de l'installation d'un réseau par **refoulement**, est à rajouter à celui du réseau proprement dit. Les prix utilisés pour les calculs des coûts des postes de relevage correspondent à la moyenne des tarifs proposés par plusieurs **entreprises régionales**. Rappelons également ici qu'un réseau en refoulement démarre au point bas, après collecte des effluents par un réseau en gravitaire (donc présence de deux canalisations souvent en parallèle).

Note : A titre indicatif, les **plus-values** pour certaines interventions sont les suivantes :

- accès difficile nécessitant l'utilisation d'une mini-pelle : 976 €HT par journée de travail supplémentaire,
- présence de rocher nécessitant un terrassement au BRH : 12 €HT le dm/m².

### **I-3- L'assainissement non collectif (ou individuel) :**

#### *I-3-1 Dispositions générales*

La filière d'assainissement individuel est chargée d'assurer l'épuration des eaux usées domestiques d'une structure (maison, bureau, local technique....) en autonomie, avant leur rejet dans le milieu naturel.

En zone d'assainissement non collectif (aussi appelé individuel ou autonome), la commune était tenue d'exercer le contrôle de réalisation des installations et de mettre en place un service de contrôle de leur fonctionnement au plus tard le 31 décembre 2005 (SPANC). La commune a délégué sa compétence SPANC à la communauté de communes du Pays de Pouzauges.

En outre, la collectivité doit également s'assurer que les dispositifs d'assainissement non collectifs existants ne sont pas à l'origine de problème de salubrité publique (code de la santé), de pollution (code rural et loi sur l'eau) ou de problème de voisinage (code général des collectivités territoriales).

La **loi sur l'eau du 30 décembre 2006** modifie la **loi sur l'eau du 3 janvier 1992**. Celle ci impose notamment aux particuliers de disposer d'un système en bon état de fonctionnement permanent : (article L.1331-1-1) "**propriétaire doit régulièrement assurer l'entretien et la vidange de son dispositif** par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département".

Dans le cadre de la mise en place des SPANC, la commune doit réaliser un diagnostic des dispositifs en assainissement non collectif de son territoire, et délivrer un document résultant de ce contrôle à chaque propriétaire. La **loi sur l'eau du 30 décembre 2006** indique "qu'**en cas de non conformité de l'installation** à la réglementation en vigueur, le **propriétaire fait procéder aux travaux** prescrits par le document, dans un **délai de quatre ans** suivant la réalisation du contrôle". La communauté de communes du Pays de Pouzauges a réalisé en 2008 les diagnostics des dispositifs d'assainissement non collectif de la commune de Sèvremont.

Dans le cadre de l'**application d'un Plan Local d'Urbanisme** sur la commune, la mise en place d'un assainissement autonome doit respecter les règles d'urbanisme propre à chaque zone (règles d'occupations et utilisations du sol interdites notamment). Lorsqu'un projet de construction a un terrain d'assiette situé sur deux zones du PLU (zones constructibles/d'habitats et zones agricoles/naturelles par exemple), l'installation d'un système d'assainissement autonome sur la partie d'une propriété située en zone non constructible en vue de desservir une habitation neuve située en zone constructible n'est pas autorisée. Toutefois, l'installation ou la réhabilitation d'un tel dispositif n'est pas soumise à autorisation ou déclaration au titre du code de l'urbanisme. C'est le maire qui est compétent en matière de salubrité publique. S'agissant de remédier à une situation dégradée et aucune construction neuve ou extension importante n'étant envisagée, il n'y a pas lieu, au titre de l'urbanisme, de s'opposer à une mise en conformité de la situation sanitaire des lieux (extrait de la réponse ministérielle publiée dans le JO Sénat du 31/08/2006 – page 2295). **En conséquence, la mise en place d'un assainissement autonome devra, en priorité et réglementairement, être réalisée en zone constructible.**

### I-3-2- Dispositions techniques particulières à la mise en place des dispositifs :

Les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement autonome sont indiquées dans l'**arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg de DBO<sub>5</sub>**.

La mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome avec traitement par le sol (tranchées filtrantes/filtre à sable...) est détaillée dans le **DTU 64.1**. (prescriptions techniques et critères généraux de choix des matériaux pour la mise en œuvre des dispositifs d'assainissement non collectif - dernière version d'août 2013).

L'arrêté du 7 septembre 2009 stipule, qu'en dehors des dispositions fixées par les réglementations de portée nationale ou locale (périmètres de protection des captages d'eau destinée à la production d'eau potable par exemple), les dispositifs de traitement ne doivent pas être implantés à moins de 35 mètres de puits/forages déclarés d'eau destinée à la consommation humaine (article 2).

Les dispositifs de prélèvements, puits ou forages à des fins d'usage domestique de l'eau entrepris ou achevés avant le 31 décembre 2008 doivent être déclarés en mairie au plus tard le 31 décembre 2009 (décret du 2 juillet 2008).

#### a- Composition d'une filière assainissement autonome :

Un assainissement individuel aux normes actuelles se compose (cf **figure 1**) :

- d'un dispositif assurant un prétraitement : généralement une **fosse toutes eaux**. Cet appareil est conçu pour recevoir l'ensemble des eaux usées de l'habitation (*attention les eaux pluviales doivent être évacuées dans un réseau à part*) : eaux vannes (WC) et eaux ménagères (évier, lave-vaisselle, lave-linge, lavabo, douche...). La fosse toutes eaux est destinée à la collecte, la liquéfaction partielle des matières polluantes et à la rétention des matières solides et déchets flottants. Son volume, conditionné par la capacité d'accueil de l'habitation, doit au minimum être égal à 3 000 L. La fosse doit être ventilée et accessible pour permettre la réalisation de vidanges (tous les 4/5 ans en moyenne).
- d'un dispositif assurant l'**épuration et l'évacuation** de l'effluent : ceci constitue le **traitement** des eaux. L'épandage des eaux usées utilise le pouvoir épurateur du sol (si

possible) ou d'un support reconstitué (substitution du sol en place). Ce support filtrant fixe des colonies de bactéries qui présentent un potentiel considérable d'épuration biologique. Pour permettre ce développement bactérien, le dispositif de traitement ne doit pas être trop enterré (hauteur de remblai à respecter au dessus des drains de répartition du système).

Le choix du système d'épandage dépend principalement (prescriptions du **DTU 64.1**) :

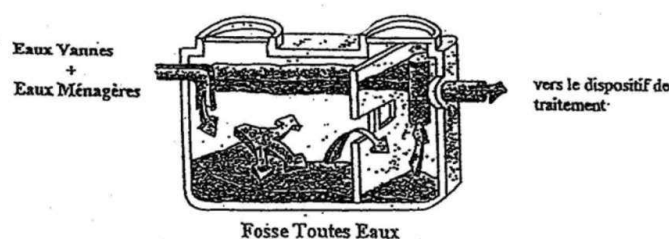
- de la nature du sol (texture à dominante sableuse, limoneuse, argileuse),
- de la perméabilité du sous sol : nature et degré de fracturation de la roche (schistes, granites, calcaires...),
- de la présence ou non d'une nappe dans le sol/sous sol.

Le dimensionnement du dispositif de traitement est en relation directe avec la capacité d'accueil de l'habitation (nombre de pièces principales).

Les principaux dispositifs de traitement utilisés en assainissement autonome sont :

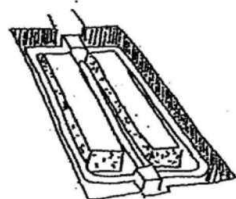
- **les tranchées filtrantes/plateau d'épandage** : dispositif préconisable pour un sol épais et filtrant, avec un niveau haut de nappe situé à au moins 1 mètre du fond de fouille
- **le filtre à sable non drainé** : dispositif préconisable pour un sol non filtrant ou peu épais avec un sous-sol perméable.
- **le filtre à sable drainé et le filtre à massif de zéolithe** : dispositifs préconisables pour un sol non filtrant ou peu épais avec un sous-sol imperméable.

#### PRETRAITEMENT :

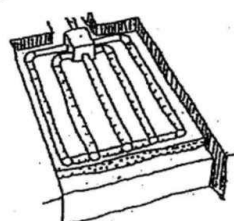


#### TRAITEMENT :

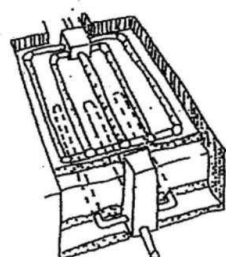
Sol perméable,  
relativement épais  
*Tranchées d'épandages*



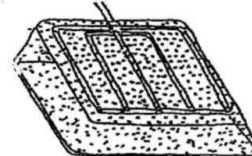
Sol perméable peu épais,  
sous-sol fissuré  
*Filtre à sable vertical non drainé  
(Epandage sur sol reconstitué)*



Sol imperméable  
*Filtre à sable vertical drainé*



Sol perméable  
avec une nappe phréatique  
*Terre Filtrant*



#### EVACUATION :

Sol

Sous-sol

Milieu hydraulique superficiel  
ou  
Sous-sol perméable profond

Sol

**Figure 1 : Dispositifs d'assainissement individuel présenté dans le DTU64.1**

Dans les zones où la présence d'une nappe en hiver ne permet plus une épuration et l'infiltration des eaux (ex : zone inondable), la filière nécessitera la mise en place d'une pompe :

- si le dispositif est situé en dehors d'une zone inondable ou d'une zone où une nappe contraignante est régulière : installation de la pompe en aval du dispositif de traitement (la filière doit alors être parfaitement étanche).
- si le dispositif est situé dans une zone inondable ou dans une zone où une nappe contraignante est régulière : installation de la pompe entre la fosse toutes eaux et le dispositif de traitement : la filière est alors surélevée (ex : tertre d'infiltration, filtre à sable drainé surélevé....).

Depuis la parution de l'arrêté du **7 septembre 2009** les eaux domestiques peuvent être également traitées par des installations (tels que les micro stations, filtres à coco ou à laine de roche) composées de **dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé**, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques que les installations peuvent engendrer directement ou indirectement sur la santé et l'environnement.

La liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiées au journal officiel de la République Française et sur le site ministériel : [www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr](http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr).

n° agrément constructeur	Fournisseur	Gamme	Capacité de traitement
2010-003/2010-003 bis 2013-004	NEVE	TOPAZE avec filtre à sable TOPAZE ANNEAU	5-7-8 EH 5-8-12-16 EH
2010-004/2010-004 bis 2012-009	SOTRALENTZ	ACTIBLOC SL ACTIBLOC DP ACTIBLOC QR ACTIBLOC SP ACTIBLOC LT	4-6-8 EH 6-8-12-16-20 EH 10-12 EH 12 EH 4-6-8-10-12 EH
2010-005/2010-005 bis 2012-025 2015-002 2015-002 2015-002	BIONEST France	BIONEST PE-5 BIONEST PE-7 BIO-UNIK ST BIO-UNIK SB BIO-UNIK TB	5 EH 7 EH 5-7 EH 7-10-15 EH 7-10-15 EH
2010-006 bis/ 2012-020/2014-012	EPUR SA	BIOFRANCE	4-5-6-8- 12-16-20 EH
2010-007 bis/ 2012-021/2014-012		BIOFRANCE PLAST	5-6-7-8-12- 16-20 EH
2011-011 bis 2012-019/2014-012		BIOFRANCE ROTO	6-7-8-12-16-20 EH
2010-008 / 2010-009 / 2011-015	SEBICO	Septodiffuseur SD	2 à 20 EH
2010-010/2010-010 bis 2012-007	PHYTO PLUS ENVIRONNEMENT	BIO REACTION SYSTEM	5-6-8-10-15-20 EH
2016-007		STEPRUBIO	5 EH
2010-011	EAUCLIN	Monocuve Type 6	6 EH
2010-015/2010-016/ 2012-002/2012-018 2015-001	ELOY WATER	Oxyfix C-90 MB	3-4-5-6-7-9-11- 14-17-20 EH
2015-001		Oxyfix LG-90 MB	4 à 20 EH
2010-016		Oxyfix G-90 MB	4-5-6-9-11 EH

2012-026 ext 01 à 09	PREMIER TECH AQUA	EPURFIX Polyéthylène	5 à 20 EH
2012-026 ext 10 à 20		ECOFLO Polyéthylène	4 à 20 EH
2012-026 ext 21 à 28		ECOFLO Polyester MAXI	5 à 20 EH
2012-026 ext 29 à 37		ECOFLO Polyester	5 à 20 EH
2012-026 ext 38 à 48		ECOFLO Béton	4 à 20 EH
2016-003 ext 01 à 10		ECOFLO Polyéthylène PE1	5 à 20 EH
2016-003 ext 11 à 18		ECOFLO Polyéthylène PE2	5 à 20 EH
2016-003 ext 19 à 28		ECOFLO Béton S1	5 à 20 EH
2016-003 ext 29 à 35		ECOFLO Béton S2	5 à 20 EH
2016-003 ext 36 à 43		ECOFLO Béton U1	5 à 20 EH
2010-017/2011-020/ 2011-021/2012-028		EPURFLO MINI/MEGA CP	5 à 20 EH
2010-017/2012-026		EPURFLO MAXI CP	4 à 20 EH
2010-018/2012-027		EPURFIX CP	5-6-7-8 EH
2011-018		EPURFIX CP MC	6 EH
2011-019/2012-029		PRECOFLO	4 à 20 EH
2012-034		ECOFLO	3-5-7-10-15-20 EH
2013-001		KOKOPUR	5 -10 EH
2010-019 2012-041	KESSEL AG	INNO-CLEAN EW 4 INNO-CLEAN PLUS EW	4 EH 4-6-8-10-12-14- 16-18-20 EH
2010-020 2013-005 2014-009	DELPHIN WATER	DELPHIN COMPACT	4 EH 6-12 EH 8 EH
2010-021 2011-024 2013-013	ABAS	SIMBIOSE BIC SIMBIOSE BIC BP SIMBIOSE SB	4 EH 4-5 EH 4-5-6-8-13 EH
2010-022/2014-001 2014-002 2016-002 2016-002	KINGSPAN ENVIRONMENTAL	BIODISK BA BIODISK BC BIODISK BB BIOFICIENT	5-6 EH 18 EH 10 EH 6-10 EH
2010-023	EPARCO	FILTRE A MASSIF ZEOLITHE	5 à 20 EH
2010-026 et bis/2012-014 2010-026 2015-004 2017-002 2017-003	BIOROCK	BIOROCK D BIOROCK D-R BIOROCK D-XL MONOBLOCK ECOROCK	5-6-10 EH 5-6-10 EH 10 EH 4-5-6 EH 6-8-10-15-20 EH
2011-001/2011-001 bis 2012-012	STOC ENVIRONNEMENT	OXYFILTRE	5 EH 9-17 EH
2011-002/2011-002 bis 2012-022 2013-002	NASSAR TECHNO GROUP	Microstation Modulaire NDG EAU	4 EH 8 EH 4-6-8-10-20 EH
2011-003/2011-003 bis 2012/017	ALIAxis R&D	PURESTATION EP600 PURESTATION	4 EH 5 EH
2011-004/2011-004 bis 2012-013	EPURE NATURE	AUTOEPURE 3000 AUTOEPURE	5 EH 8-10-15-20 EH
2012-031 2011-005/2012-031 2015-008	GRAF DISTRIBUTION	KLAROQUICK KLARO EASY EASYONE	4-6-8 EH 8-18 EH 5-7-9-12-15 EH
2011-006 2012-003 2011-006	KMG Killarney Plastics	TRICEL FR6/3000 TRICEL FR6/4000 TRICEL	6 EH 6 EH 9-11-14-17-20 EH

2011-007 2014-011 2015-010	Assainissement Autonome	COMPACT'O ST2 type S et R COMPACT'O ST type S et R ECOPACT'O type S et R	4 à 16 EH 4 à 6 EH 5 EH
2011-008 / 2011-008 bis	SMVE	EYVI 07 PTE	7 EH
2011-009 2014-013	BORALIT France	OPUR SuperCompact	3-4 EH 5-7 EH
2011-010 mod 2013-011 2013-011	AQUITAINE BIOTEST	STEPIZEN STEPIZEN décanteur GRAF STEPIZEN décanteur SOTRALENTZ	5 EH 6-9-15 EH 9-15 EH
2011-012	ADVISAEN	EPURALIA 5 EH	5 EH
2011-013	UTP UMWELTECHNIK PÖHNL GmbH	KLAROFIX 6	6 EH
2011-014 2012-011 mod1 et mod2 2012-011 mod3	DBO EXPERT inc	ENVIRO-SEPTIC ES ENVIRO-SEPTIC ES ENVIRO-SEPTIC ES mode étanche et non étanche	6 EH 5 à 20 EH 5 à 20 EH
2011-016	SEBICO	BIOKUBE	5 EH
2012-030 2014-020		AQUAMERIS AQUAMERIS AQ2	5 -8-10 EH 4-5-6 EH
2011-017	ENVIPUR	BIOCLEANER	4 EH
2011-022 2014-014	AQUATIRIS	JARDIN D'ASSAINISSEMENT FV+FH JARDIN D'ASSAINISSEMENT FV	2 à 20 EH 3 à 20 EH
2011-023 2012-005	AQUATEC VFL	ATF AT	8 EH 4-6-8-10-13 EH
2012-001	SIMOP	BIOXYMOP	6 -9 -12 EH
2012-004	BLUEVITA	BLUEVITA TORNADO	4-6 EH
2012-006/2012-035	STRADAL	STRATEPUR MAXI CP	4 EH à 20 EH
2012-008/2012-036		STRATEPUR MINI CP MEGA CP	5 EH à 10 EH 12 EH à 20 EH
2012-010/2012-037		EPURBA COMPACT	4 EH à 20 EH
2012-015 2012-015 2012-015 2012-016	ASIO	AS-VARIOcomp type K/S, AS- VARIOcomp K/PB et ASVARIOcomp K/PB/SV AS-VARIOcomp Roto 3	5-8-12 EH 5 EH 5 EH 3 EH
2012-023 2012-024	IFB Environnement	VEGEPURE COMPACT VEGEPURE PROMS	4 à 20 EH 4 à 20 EH
2012-032	CLAIR'EPUR	MICROBIOFIXE	5 EH
2012-033	OUEST ENVIRONNEMENT	FILTRE A MASSIF DE ZEOLITHE	5 à 20 EH
2012-038	ALBIXON	TP-5EO	5 EH
2012-039	WPL Limited	WPL Diamond EH5	5 EH
2012-042	BONNA SABLA SNC	OXYSTEP	8 EH
2012-043 2012-044	SOTRALENTZ	EPANBLOC	6 à 20 EH 6 20 EH
2012-045	CONDER ENVIRONMENTAL SOLUTIONS	CONDER CLEREFLO ASP	8 EH
2014-004 2013-003 2014-004	ATB France	PUROO PE PUROO PUROO B	5 - 9 -12 EH 6 EH 6 EH - 14 EH

2013-008	REMOSA	NECOR	5-10-15 EH
2013-009	ROTOPLAST	NAROSTATION	4 EH
2013-010	AMMERMAN	AQUATOP	4 EH
2013-012	ELOY WATER	X-Perco QT X-Perco C	5 EH 5-7-10-12-14- 18-20 EH
2013-014	DMT Milieutechnologie	IWOX 4	4 EH
2013-015		IWOX 4 PLUS	4 EH
2014-003	PICOBELLS	PICOBELLS	6 EH
2014-005	RECYCL'EAU	Phytostation Recycl'eau	6 EH
2014-006	CLAREHILL PLASTICS	HYDROCLEAR HARLEQUIN NHYDROCLEAR	8 EH 8 EH
2014-007	JEAN VOISIN SAS	Ecophyltre	4-5-7-10 EH
2014-008	BREIZHO	ClearFox Nature	4-6-8 EH
2014-010	Martin Bergmann Umwelttechnik.	WSB clean	5 EH
2014-015	SAS Innoclaire	Nouvelle génération NG	4-6-9 EH
2014-016	EPARCO	BOXEPARCO	4 à 12 EH
2014-017	REWATEC	SOLIDO	5-6-10 EH
2014-018	ROTO GROUP	VODALYS	6 EH
2014-019	GLYNWED	PureStation PS	6 et 9 EH
2015-003	PUROTEK	Cocolit	5 et 9 EH
2015-005	SIMOP	Bionut	5-6-10-12- 15-18-20 EH
2015-006	MALL	SanoClean béton	4 EH
2015-007		SanoClean PE	4 EH
2015-009	REMACLE	THETIS CLEAN	5 EH
2015-012	TELENE	AQUATELENE	5 EH
2016-001	SOHE ASSINISSEMENT	DEBEO 5	5 EH
2016-004	TRICEL	TRICEL SETA	4 à 18 EH
2016-005	COC ENVIRONNEMENT	StepEco	5 EH
2016-006	VILTRA	OXTEC	6 EH
2016-008	ROTH WERKE	ROTH MICROSTAR	5 et 10 EH
2016-009	EPUR SA	BIOFRANCE PASSIVE BIOFRANCE ROTO PASSIVE	6 EH
2016-010	GRAF DISTRIBUTION	KIT BIOMATIC COMPLET	6 et 12 EH
2017-001	SEBICO	BIOMERIS	4 à 20 EH

En rouge : micro station

**Tableau 1 : Liste des dispositifs de traitement agréés au 01/08/2017**

L'intérêt principal de l'utilisation de ces filières réside principalement dans la faible emprise au sol de ces dispositifs. Le coût de maintenance et d'entretien peut être plus important qu'un dispositif de type fosse toutes eaux + sol reconstitué (fréquence de vidange plus importante pour les micro stations).



b- Emprise au sol d'une filière assainissement autonome conventionnelle  
(fosse toutes eaux + dispositif de traitement) :

- Installation de la fosse toutes eaux :

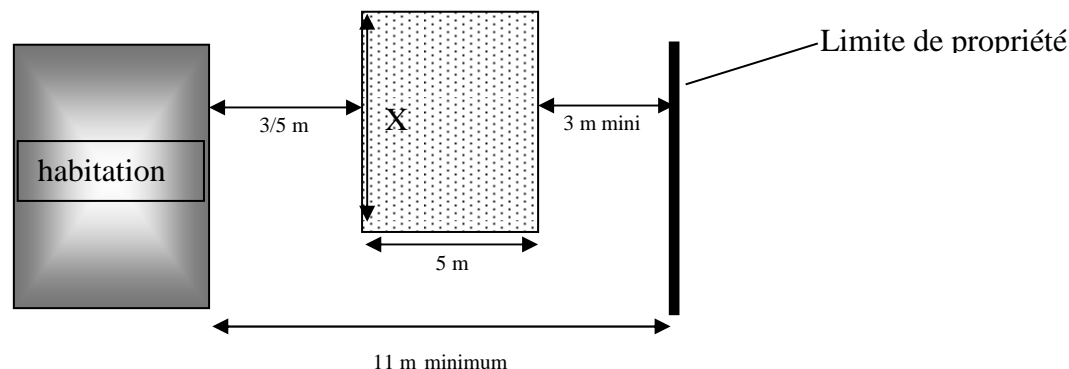
La fosse toutes eaux est installée, si possible, à proximité des équipements sanitaires, et en particulier de l'emplacement de la cuisine. Si une distance de moins de 10 m ne peut pas être respectée entre la fosse toutes eaux et le rejet de la cuisine, la mise en place d'un bac dégraisseur peut alors être nécessaire.

- Réalisation du dispositif de traitement :

La zone d'implantation du dispositif de traitement prend généralement en compte :

- la distance d'éloignement réglementaire (**obligatoire**) : 35 m d'un puits utilisé pour la consommation humaine,
- les distances d'éloignement recommandées (fortement conseillée) : 3 m de toute clôture de voisinage, 3 m d'un arbre et 3/5 m de l'habitation,
- l'aménagement de la parcelle : la zone réservée à l'épandage doit être en dehors des zones d'accès aux véhicules, des zones de piétinement et de construction

Le schéma ci-dessous illustre un agencement conseillé pour les dispositifs présentés dans le DTU 64.1 :



 **Emprise au sol du dispositif de traitement**

X : longueur variant suivant le type de dispositif de traitement (plateau filtrant, filtre à sable,...) et la surface préconisée par l'étude de filière d'assainissement autonome

Exemple de dimensionnement du dispositif de traitement :

Type de logement	4 pièces principales	5 pièces principales	6 pièces principales	7 pièces principales
Longueur minimum des tranchées d'infiltrations (en ml)	45 à 50	45 à 50	54 à 60	63 à 70
Surface minimale d'un filtre à sable (en m <sup>2</sup> )	20	25	30	35

**Tableau 2 : Surface minimale du dispositif de traitement pour des tranchées filtrantes et un filtre à sable**

c- Base de calcul pour l'estimation financière :

Les coûts utilisés pour les estimations financières de réhabilitation en assainissement individuel de ce rapport correspondent à des **prix moyens** du marché. Ils se basent sur une réfection totale du dispositif pour un logement moyen de 5 pièces principales (**Tableau 3**).

Les prix indiqués prennent en compte l'ensemble des opérations suivantes :

- réalisation de l'étude parcellaire :  
Il s'agit d'une étude permettant de diagnostiquer le dispositif d'assainissement individuel le mieux adapté à la parcelle. Le coût d'une étude parcellaire est d'environ 350 €HT mais il peut être revu à la baisse dans le cas d'études groupées.
- mise en place du dispositif d'assainissement :  
Elle englobe les 5 étapes complémentaires suivantes :
  - vidange, enlèvement et évacuation de l'ancienne fosse,
  - pose du dispositif de prétraitement : nouvelle fosse toutes eaux,
  - pose du dispositif de traitement : système d'épandage avec regard(s) de répartition,
  - installation éventuelle d'une pompe de relevage : pose + branchement EDF,
  - rebranchement aux canalisations de l'habitation.

Par contre, les prix **ne comprennent pas** :

- les prestations de l'organisme en charge du contrôle de l'assainissement individuel sur la commune : contrôle de conception et de réalisation de la filière d'assainissement.
- les travaux à l'intérieur des habitations qui résulteraient de la réhabilitation des dispositifs d'assainissement,
- la remise en état des aménagements paysagers ayant été endommagés ou détruits lors de la mise en place du dispositif d'assainissement (réfection des pelouses, replantation d'arbres ou de haies, ...).

	Etude à la parcelle en €HT	FTE + épandage en €HT	Total en €HT	Total en €TTC*
<b>Tranchées filtrantes/ Plateau d'épandage</b>	350	3500	3 850	<b>4 100</b>
<b>Filtre à sable vertical non drainé</b>	350	4 050	4 400	<b>4 700</b>
<b>Filtre à sable vertical drainé</b>	350	4 550	4 900	<b>5 400</b>
<b>Filtre compact (coco, zéolithe...)</b>	350	7 650	8 000	<b>8 800</b>
<b>Micro station</b>	350	6 750	7 100	<b>7 800</b>

\* TVA à 10% dans le cas de réhabilitation

**Tableau 3 : Prix retenus pour l'estimation du coût des réhabilitations individuelles**

**Le surcoût éventuel de l'usage d'une pompe de relevage dans la filière d'assainissement (matériel + pose + branchement EDF) est de 1 200 €HT à 2000 €HT (pour le filtre à sable).**

## II- CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL

### II-1 Contexte hydrologique :

Le milieu hydraulique superficiel de la commune de Sèvremont est constitué par :

- bassin versant de la Sèvre Nantaise (secteurs centre et Nord de la commune) : ruisseaux de la Fontaine de la Tréquinière, de la Fontaine de Compensé, du Gué Viaud.
- bassin versant du Lay (secteur Sud de la commune) : ruisseaux de la Fontaine de Monique et de l'Ancien Etang de Burbure.

**La commune n'est pas localisée dans les périmètres de protection d'une retenue d'eau potable.**

La commune de Sèvremont est donc concernée par :

- le SDAGE<sup>1</sup> Loire-Bretagne : ce document, établi depuis le 18 novembre 2015, définit les orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de l'eau dans le bassin Loire-Bretagne. Il a l'ambition de concilier l'exercice des différents usages de l'eau avec la protection des milieux aquatiques. Une des 14 orientations de gestion est de réduire la pollution organique (et notamment du phosphore) et bactériologique.
- les SAGE<sup>2</sup> du Lay (en vigueur depuis le mars 2011) et de la Sèvre Nantaise (1<sup>ère</sup> révision en vigueur en avril 2015) : ces documents ont pour but de préciser, à l'échelle locale, les grandes orientations du SDAGE Loire-Bretagne.

L'Agence de l'Eau Loire Bretagne renseigne sur l'état écologique des eaux de surface réceptrices des eaux du territoire de la commune de Sèvremont. Le tableau ci-dessous reprend cet état des lieux ainsi que les différents objectifs fixés par le SDAGE Loire Bretagne 2016-2021.

Nom de la masse d'eau	Code de la masse d'eau	Etat écologique	Objectifs SDAGE Loire Bretagne					
			Objectif d'état écologique		Objectif d'état chimique		Objectif d'état global	
			Objectif	Délai	Objectif	Délai	Objectif	Délai
LA SEVRE NANTAISE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À MALLIEVRE	FRGR0543	Mauvais	Bon Etat	2027	Bon Etat	ND	Bon Etat	2027
LE GRAND LAY ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À LA RETENUE DE ROCHEREAU	FRGR0571	Moyen	Bon Etat	2027	Bon Etat	ND	Bon Etat	2027

**Tableau 4 : Etat des lieux et objectifs SDAGE Loire Bretagne des cours d'eaux concernés par la commune déléguée de La Flocellière**

### II-2 Contexte géologique/hydrogéologique/pédologique :

Les cartes géologiques au 1/50 000<sup>ème</sup> des Herbiers et de Chantonnay situent la commune sur des affleurements de roches intrusives (granites) entourée de roches métamorphiques (schistes) :

- Monzogranite de Pouzauges,
- Cornéenne au contact du Monzogranite de Pouzauges,
- Micaschistes et méta-grauwacke à biotite, muscovite et grenat - formation de Saint Paul en Pareds,
- Schistes de la Burnière.

<sup>1</sup> : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

<sup>2</sup> : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Le sous-sol granitique et schisteux vendéen renferme des **aquifères de type fissural**. Cependant, les nappes sont très discontinues et leur productivité est généralement **faible et limitée**.

L'**arène granitique** de surface emmagasine les précipitations atmosphériques et alimente, plus en profondeur, les **fissures** du granite sain. La productivité ponctuelle des forages est très variable. Elle est liée à la fissuration de la roche profonde et au degré d'arénisation de la surface :

- la faible transmissivité de certaines arènes, liée à la présence d'argile d'altération (colmatage), ne permet pas l'obtention de débit supérieur à 1 ou 2 m<sup>3</sup>/h.
- par contre, lorsque les forages sont réalisés dans les fissures « ouvertes » du granite sain, à proximité des zones faillées, de fortes productivités sont rencontrées : 10 à 50 m<sup>3</sup>/h.

L'eau souterraine contenue dans les **schistes** est associée à des circulations aquifères dans des fissures ouvertes. La productivité ponctuelle des forages est souvent faible. Grâce à la présence d'horizons drainants, elle peut néanmoins aller de 5 à 15 m<sup>3</sup>/h. Pour obtenir une forte productivité, il faut que le forage recoupe des fractures ou des filons de quartz ou de grès.

**La commune de Sèvremont n'est pas localisée sur ou à proximité de périmètres de protection d'un captage d'eau potable.**

La nature des sols diffère selon la nature de la **formation géologique** sous-jacente. La campagne pédologique réalisée lors de l'étude de zonage d'assainissement initiale de 1998 avait permis de distinguer 4 types de sols sur la commune déléguée de La Flocellière :

- unité 1 – limons bruns plus ou moins argileux : horizon superficiel, d'épaisseur variante entre 0,4 m et plusieurs mètres et de perméabilité faible (<10 mm/H).
- unité 2 – altération granitique ocre orangée composée de limons argileux avec grains et cailloutis : matériaux hétérogènes de perméabilité généralement médiocre (environ 20 mm/H),
- unité 3 – altération granitique ocre orangée composée de limons sableux homogène (grains sableux très fins : matériaux homogène de perméabilité généralement très peu perméable à médiocre (entre 10 et 30 mm/H),
- unité 4 : rocher massif granitique avec quelques passages schisteux ; profils observés dans les anciens "bras" du fleuve La Vie, retrouvés ponctuellement dans les lieux dits (Fief du Moulin, Bois Jaumier et au Nord Ouest du Bourg),

Ces différents faciès peuvent être observés au niveau d'une même parcelle : variation importante de la profondeur du rocher et nature du rocher (un banc schisteux peut se retrouver imbriqué dans du granite et présenter une faible perméabilité).

Le tableau suivant présente la perméabilité de ces sols (tests de perméabilité réalisés selon la méthode Porchet à niveau constant).

	Type de sol	Perméabilité K en mm/h	Aptitude à l'infiltration
<b>Unité 1</b>	limons bruns plus ou moins argileux	entre 1 et 10 mm/H	très mauvaise
<b>Unité 2</b>	altération granitique composée de limons argileux graveleux	entre 1 et 60 mm/H	Très mauvaise à très perméable
<b>Unité 3</b>	altération granitique composée de limons sableux	entre 5 et 15 mm/H	mauvaise à faible
<b>Unité 4</b>	Rocher massif	-	

**Tableau 5 : Perméabilité des sols rencontrés sur la commune déléguée de La Flocellière**

**Les sondages à la tarière et les tests de percolation montrent une aptitude très variable des sols à l'infiltration des eaux. Les sols présentant les meilleures perméabilités ont été observés sur des altérations limono argileuse et graveleux du granite.**

**L'aptitude des sols à l'assainissement est développée dans la partie Etat de l'assainissement non collectif du rapport p.23.**

### **II-3 Contraintes spécifiques liées au milieu naturel :**

La DREAL Pays de la Loire recense les inventaires et les espaces protégés suivants sur la commune déléguée de La Flocellière :

#### **II-3-1 ZNIEFF (Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique) :**

L'inventaire des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) a été lancé en 1982 par le Ministère de l'Environnement, et a été validé depuis par le Muséum National d'Histoire Naturelle (ZNIEFF de 2<sup>ème</sup> génération).

Ces zones sont classées en deux types<sup>3</sup> :

- **les zones de type I** constituent des secteurs caractérisés par leur intérêt biologique remarquable et doivent faire l'objet d'une attention toute particulière lors de l'élaboration de tout projet d'aménagement et de gestion ;
- **les zones de type II** constituent des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes et doivent faire l'objet d'une prise en compte systématique dans les programmes de développement.

**La commune déléguée de La Flocellière est concernée par une ZNIEFF de type I : “VALLÉE DE LA SÈVRE NANTAISE EN AVAL DE SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE” (520616313), ainsi que par une ZNIEFF de type II “COLLINES VENDÉENNES, VALLÉE DE LA SÈVRE NANTAISE” (520616288).**

#### **II-3-2 Arrêté Biotope : sans objet**

#### **II-3-3 SCAP (Stratégie de création d'aires protégées) : sans objet**

#### **II-3-4 SRCE (Schéma régional de cohérence écologique) :**

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) a été mis en place dans le cadre de la démarche concertée du Grenelle de l'environnement dont un des objectifs est d'élaborer un nouvel outil d'aménagement du territoire en faveur de la biodiversité : la Trame verte et bleue (TVB). C'est un document cadre élaboré dans chaque région. Le SRCE vise à identifier, maintenir et remettre en bon état les continuités écologiques, à la fois au sein de la région des Pays de la Loire et en lien avec les autres régions (trame verte, trame bleue).

**La commune déléguée de La Flocellière est concernée par des réservoirs de biodiversité (sous-trame boisé, humide et bocagère et sous trame des milieux aquatiques). Aucun corridor écologique potentiel n'est matérialisé sur la commune.** Elle est traversée par des éléments

---

<sup>3</sup> Remarque : Les ZNIEFF n'ont pas en elles-mêmes de valeur juridique directe mais elles indiquent la présence d'un enjeu important. A contrario, l'absence de ZNIEFF ne signifie pas qu'il n'y a aucun enjeu de protection de la nature à faire valoir sur certaines zones, car l'inventaire des ZNIEFF n'est pas encore exhaustif et restera encore évolutif.

fragmentant linéaires (routes départementales D752 et D64), mais ne comporte pas d'**éléments fragmentant ponctuels** sur les cours d'eau.

### II-3-5 Zones humides :

L'Observatoire National des Zones Humides (ONZH) a vocation à rassembler des informations et suivre l'évolution des zones humides d'importance majeure. Ces sites ont été choisis pour leur caractère représentatif des différents types d'écosystèmes présents sur le territoire métropolitain et des services socio-économiques rendus.

La commune déléguée de La Flocellière n'est pas concernée par une zone humide d'importance majeure (ONZH).

Un inventaire des zones humides a été établi à l'échelle de la commune par le **Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) Sèvre et Bocage**.

### II-3-6 Natura 2000 : sans objet

### II-3-7 Zones inondables de la commune

La commune déléguée de La Flocellière est concernée par le risque d'inondation. L'extrémité Nord Est de son territoire est inscrite sur le **Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI)** de la Sèvre Nantaise, aux environs du village de Salboeuf. Le secteur Sud Est de ce lieu dit est néanmoins considéré en aléa faible à moyen.

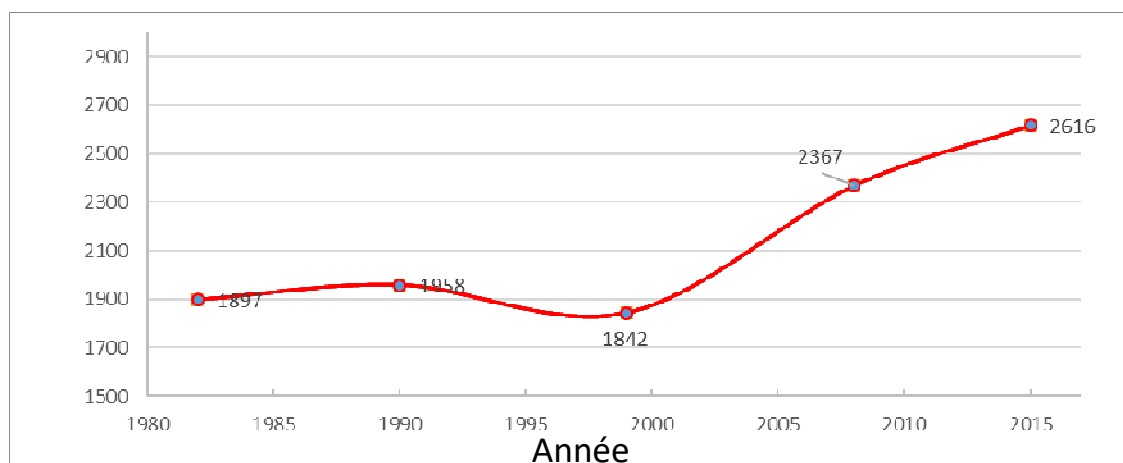
## II-4 Contexte humain :

### II-4-1 Population

**La commune de Sèvremont comptabilisait en 2014, 6 433 habitants permanents.**

**La commune déléguée de La Flocellière comptait en 2015, 2 616 habitants permanents pour 1006 logements** (source : INSEE, recensement).

Après une stagnation de la population dans les années 1980 à 2000, la population de la commune déléguée de La Flocellière a augmenté de manière continue durant la première décennie des années 2000, de 45/50 personnes/an (source : INSEE, recensement).

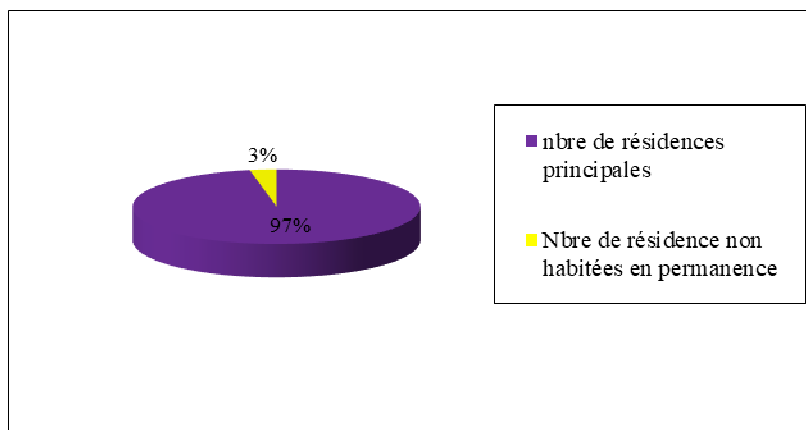


**Figure 2 : Évolution de la population de la commune déléguée de La Flocellière (source : INSEE)**

#### II-4-2 Répartition de l'habitat

La grande majorité des habitations de la commune déléguée de La Flocellière est située sur le bourg (environ 72,5%). Le reste de l'habitat est réparti sur la commune dans de nombreux lieux dits, dans des villages de moins de 10 habitations, à l'exception du village de La Chagnais/La Guillotière (34 habitations) et du Moulin Croué (une douzaine habitations).

Le nombre total d'habitations sur la commune déléguée de La Flocellière était en 2015 de 1006 logements : 977 résidences principales et 29 résidences secondaires, occasionnelles ou vacantes.



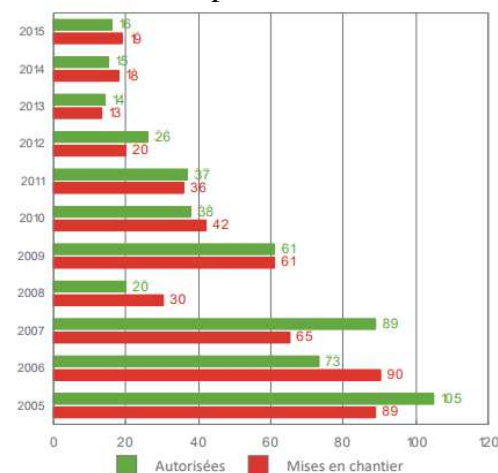
**Figure 3 : Part des habitations principales sur la commune déléguée de La Flocellière (source : INSEE)**

La proportion d'**habitations non occupées en permanence** (résidences secondaires, maisons vacantes et gîtes) est donc très faible : **moins de 5%** (figure 3).

#### II-4-3 Évolution actuelle de l'urbanisation (source : DREAL Pays de Loire)

Entre 2006 et 2015, **les communes déléguées formant la commune de Sèvremont** ont autorisé 389 permis de construire (voir figure suivante), ce qui représente une moyenne d'environ 39 permis de construire par an. Cette évolution s'est limitée à seulement 15 permis de construire par an sur ces 5 dernières années.

Entre 2006 et 2015, 394 maisons ont été mises en chantier sur **la commune de Sèvremont**, ce qui représente une moyenne d'environ 40 nouvelles habitations par an. Cette évolution s'est limitée à seulement environ 21 constructions par an sur ces 5 dernières années.



Source : DREAL Pays de la Loire (Sitadel, Sit@del2).

**Figure 4 : Évolution des constructions de logements sur la commune de Sèvremont**

#### II-4-4 Perspective d'urbanisation (source : PLU, SCOT bocage Vendéen)

La **commune déléguée de La Flocellière** dispose actuellement d'un Plan Local d'Urbanisme comme document d'urbanisme.

La **figure 5** présente la délimitation du PLU sur le Bourg de La Flocellière.

Les réserves foncières de l'agglomération d'assainissement du Bourg de La Flocellière délimitées en zone UA sur le PLU s'étendent sur près de 45 hectares. Celles ci sont situées dans les secteurs de La Brunière (Sud Est du Bourg), du Champ de La Ville (Sud Est du Bourg), Champ de Carmel (Est-Nord Est du Bourg), Rue Lescure (Est du Bourg), secteurs de La Girauderie et du Puy Lambert - Rte de Saint Michel Mt Mercure (Ouest du Bourg), secteurs du Tombeau et de La Falordière (périphérie Sud du Bourg).

Seul un projet d'un lotissement de 37 lots a été déposé en mairie sur le secteur du tombeau (périphérie Sud du Bourg) : viabilisation non réalisée.

Le nouvel objectif de densification prévu par le SCOT du Bocage Vendéen sur la commune déléguée de La Flocellière est de 17 logements/hectare. La municipalité de Sèvremont prévoit à moyen terme une révision de son document d'urbanisme à l'échelle de son nouveau territoire pour être en concordance avec le SCOT.

L'objectif du SCOT du Bocage Vendéen est la construction sur la période 2015/2030 de 797 logements sur les communes de Saint Michel Mont Mercure, La Flocellière et Le Boupère, soit un peu plus de 53 logements par an.

Le PLU de la commune de La Flocellière indiquait dans ces perspectives de développement la construction sur 15 ans d'environ 450 logements (30 logements/an) avec une marge de 45 logements supplémentaires soit au total 495 logements.

**Néanmoins au vu du rythme de construction actuel sur la commune déléguée de La Flocellière, sans reprise de la dynamique d'urbanisation, la mairie projette la construction d'environ 10 constructions/an.**





**Figure 5 : Extrait du Plan Local d'Urbanisme sur le Bourg de la commune déléguée de La Flocellière**

### **III- BILAN DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE LA COMMUNE**

**Le nombre de maisons d'habitation actuellement en assainissement individuel sur la commune déléguée de La Flocellière est estimé à environ 300.**

#### **III-1 Gestion communal de l'assainissement non collectif :**

Dans le cadre de la mise en place du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), la commune de Sèvremont a confié la compétence de l'assainissement individuel à la communauté de communes du Pays de Pouzauges.

Ce service a pour mission :

- le contrôle de conception par le biais des études de filières (nouvelles installations)
- le contrôle de réalisation des travaux (nouvelles installations)
- le contrôle du bon fonctionnement des installations (ensemble des installations),
- le contrôle dans le cas d'une vente immobilière. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, le propriétaire devra présenter un rapport de contrôle de moins de 3 ans.

Les travaux d'assainissement individuel interviennent soit :

- dans le cadre de demande de permis de construire (construction neuve ou modification de l'existant) : existence d'un arrêté préfectoral demandant la conformité de l'assainissement dans le cadre du dépôt d'un permis de construire.
- dans le cas d'une vente immobilière. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, les travaux de mise en conformité de l'installation avant la vente sont à la charge du propriétaire-vendeur. Ce dernier peut néanmoins décider de ne pas les réaliser. Dans ce cas, il en informe le futur acheteur qui décidera ou non d'acquérir le bien en l'état. Les travaux peuvent alors faire partie de la négociation financière. Dans tous les cas, ils devront être réalisés au plus tard 1 an après la signature de l'acte de vente.
- à l'initiative personnelle des propriétaires.

La communauté de communes du Pays de Pouzauges a réalisé en 2010 les contrôles diagnostics des dispositifs d'assainissement individuel de la commune déléguée de La Flocellière. Ces enquêtes, individuelles, ont permis de :

- recenser l'ensemble des installations autonomes de la commune (situation et composition des dispositifs, localisation du rejet....),
- vérifier le bon fonctionnement des dispositifs existants : identification des installations posant des problèmes de salubrité publique,
- analyser l'impact de ceux-ci sur le milieu naturel immédiat, tout en prenant en compte la sensibilité du milieu récepteur (évaluation des risques potentiels de pollution des eaux souterraines ou superficielles).

de 175 dispositifs d'assainissement autonome (donnée SPANC).

**Les dispositifs d'assainissement non collectif n'ayant pas été diagnostiqués, ne l'ont pas été pour les raisons suivantes :**

- 21 installations neuves (moins de 4 ans) ou en réhabilitation,
- 15 assainissements communs à un autre, ou habitations en doublon,
- 38 logements projetés en assainissement collectif (village de La Chagnais, La Guillotière, Le Moulin Croué),

- 40 installations n'ayant pu être visitées : absence ou refus du propriétaire, maisons inhabitées.

Les résultats des contrôles ont permis la hiérarchisation des installations en 3 classes :

- Classe 1 : dispositif “point noir” à réhabilitation urgente
- Classe 2 : dispositif ayant un fonctionnement “acceptable” sous réserve des préconisations d'amélioration et d'entretien
- Classe 3 : dispositif ayant un bon fonctionnement sous réserve d'un entretien régulier.

Les résultats de cette étude diagnostic sont développés au paragraphe 3.

Le SPANC a procédé depuis 2010 à l'enrichissement et à la réactualisation de sa base de données, suivant les modalités de l'arrêté du 27 avril 2012 (arrêté modifiant les critères d'évaluation de la conformité ou non d'un dispositif d'ANC) à partir des :

- contrôles de bon fonctionnement réalisés entre autre dans le cadre de ventes immobilières,
- contrôles de travaux d'assainissement (maisons neuves ou réhabilitations).

### **III-2 Aptitude des sols à l'assainissement : dispositifs d'assainissement individuel préconisables sur la commune. :**

L'étude de zonage d'assainissement réalisée en 1998 a permis d'établir l'aptitude des sols à l'assainissement sur les secteurs urbanisés et en assainissement individuel de la commune.

Cette aptitude dépend des deux dispositions suivantes :

- le pouvoir épurateur qui est lié à l'activité biologique du sol.
- le drainage (capacité d'infiltration du sol) qui est en grande partie lié à la texture et à la perméabilité du sous-sol.

*L'activité biologique* des sols est à l'origine de la dégradation des polluants organiques contenus dans les effluents.

*Le drainage vertical* permet d'évacuer naturellement l'effluent traité. Dans les zones à tendance argileuse donc imperméables ou dans le cas où la roche mère dure affleure, ce phénomène est quasi inexistant.

Lorsque l'un de ces deux éléments est déficient, il faut avoir recours à des dispositifs spécifiques pour remédier aux carences du sol – ex : création d'un sol artificiel si celui-ci est peu profond (filtres à sable) ; mise en place de drains (filtres drainés) si le sous sol est imperméable ; surélévation s'il n'y a pas de pente ou si la nappe phréatique est près de la surface du sol en hiver (tertres filtrants ou filtre à sable surélevé) ...

Les cartes géologiques au 1/50 000<sup>ème</sup> des Herbiers et de Chantonnay situent la commune sur des affleurements de roches intrusives (granites) entourées de roches métamorphiques (schistes) :

- Monzogranite de Pouzauges,
- Cornéenne au contact du Monzogranite de Pouzauges,
- Micaschistes et métagrauwacke à biotite, muscovite et grenat - formation de Saint Paul en Pareds,
- Schistes de la Burnière.



L'étude de zonage d'assainissement de 1998 préconisait la possibilité de mise en place sur la commune de 2 types de dispositif d'assainissement individuel :

- **tranchées filtrantes et plateau d'infiltration** : sols sains, profonds reposant sur arène granitique graveleuse ou sableuse profond perméable. Ce type de sol a été régulièrement rencontré sur les villages de La Flocellière. Ce dispositif pourra être préconisé, moyennant la vérification de la perméabilité du sol ( $K > 15$  mm/h) et de l'absence de contrainte de nappe, et d'une surface disponible suffisante à l'implantation de ce type de dispositif et de la situation de cette surface (amont ou aval de l'habitation).
- **un sol reconstitué drainé avec évacuation des eaux traitées dans le milieu superficiel** (exemple : filtre à sable vertical drainé, filtre compact...) : sols sur niveau argileux peu perméable. Ce type de dispositif pourra aussi être préconisé sur des propriétés comportant des conditions contraignantes à l'instauration de tranchées filtrantes (surface, situation de l'espace disponible...).

**Une étude à la parcelle pourra mettre en évidence la surélévation du dispositif de traitement (si la nappe d'eau souterraine est proche du sol – sorties d'eaux usées de la maison trop profondes) ou son imperméabilisation (pour les systèmes nécessitant une pompe en aval du filtre). L'étude de filière d'assainissement vérifiera aussi la capacité du sol à infiltrer les eaux usées traitées.**

### **III-3 Etat de fonctionnement actuel du parc "assainissement individuel" de la commune :**

**L'étude diagnostic SPANC réalisée en 2010 a fait le recensement de 175 dispositifs d'assainissement autonomes.**

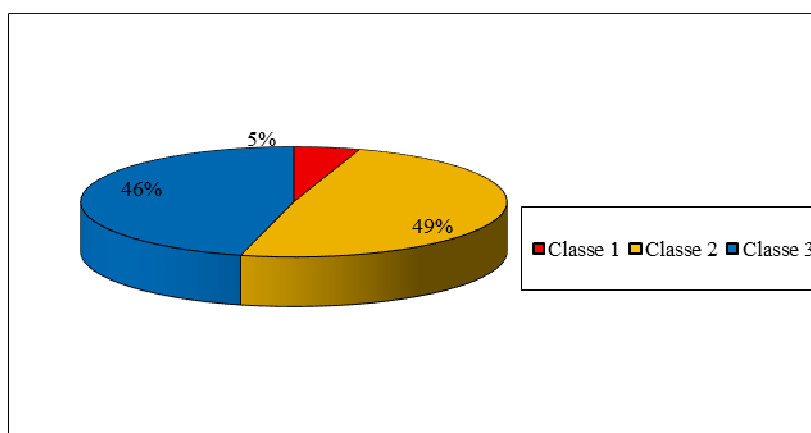
D'après le résultat des enquêtes :

- 42% des installations visitées disposent d'un dispositif complet : existence de dispositifs de pré traitement et de traitement des eaux vannes et des eaux ménagères. Les dispositifs de traitement les plus rencontrés sont les tranchées filtrantes (60% des cas observés), et le filtre à sable vertical drainé.
- 56% des habitations des installations visitées disposent d'un dispositif partiel (non complet) : existence de dispositif(s) de pré traitement mais pas de dispositif de traitement.
- le reste des habitations ne dispose d'aucun système d'assainissement (ni fosse, ni épandage) : cas observés pour 3 habitations.

L'analyse du fonctionnement de ces installations et de leurs impacts sur le milieu naturel ont permis la répartition de ces dispositifs d'assainissement non collectif en 3 catégories :

- **5% de dispositifs de Classe 1** : dispositifs "point noir" à réhabilitation urgente. Ces dispositifs posent des problèmes de salubrité publique. Ces 8 installations sont réparties sur l'ensemble de la commune déléguée de La Flocellière. Elles présentent un risque important pour les populations et être source de dégradation du milieu, soit parce que le dispositif est inexistant (ni pré traitement, ni traitement), et que les effluents stagnent à proximité des habitations, soit parce que le milieu dans lequel il se trouve est sensible (proche de captages d'eau, zones de baignades,...).
- **49% dispositifs de classe 2** : dispositifs ayant un fonctionnement "acceptable" sous réserve des préconisations d'amélioration et d'entretien. Bien que peu performantes, ces installations ne présentent moins de risque : rejet souterrain, ou superficiel en dehors du domaine public et/ou éloigné de zones sensibles et d'habitations.

- **46% dispositifs de Classe 3** : dispositifs ayant un bon fonctionnement sous réserve d'un entretien régulier. Ce sont généralement des installations récentes, qui dans la mesure où l'entretien est réalisé correctement ne demandent pas ou peu d'amélioration particulière.



**Figure 6 : Répartition des classes de fonctionnement des dispositifs d'assainissement individuel sur la commune (données SPANC)**

Les conclusions du diagnostic SPANC font état des éléments suivants sur les assainissements individuels de la commune:

- la moitié des installations ont été construites avant l'application de la 1<sup>ère</sup> réglementation technique sur l'assainissement autonome de 1982, ce qui explique que les éléments de prétraitement et de traitement sont absents ou incomplets dans 55% des cas.
- le rejet en milieu superficiel (fossé à ciel ouvert ou busé) est le mode d'évacuation des eaux usées traitées ou non le plus utilisé sur la commune. Cependant il est à noter que le système de traitement le plus rencontré est les tranchées d'épandage, filière sans rejet dans le milieu naturel.
- seuls 37% des usagers procédaient à une vidange régulière de leur fosse de pré traitement,
- les installations "point noir" sont généralement équipées d'un sanibroyeur connecté au réseau pluvial. La majorité de ces systèmes se situe dans les zones à habitat restreint où la surface disponible à l'assainissement autonome est insuffisante voir inexistante.
- **le parc d'installations d'assainissement autonome de la commune est assez performant dans la mesure où environ près d'une installation sur deux répond aux exigences d'assainissement en vigueur. La priorité des travaux de réhabilitation est donnée aux dispositifs d'assainissement individuel notés en classe 1, soit 8 installations "points noirs" sur la commune déléguée de La Flocellière.**

L'état du parc d'assainissement risque néanmoins de se dégrader au fil des années. **La durée de vie d'un assainissement individuel étant limitée (durée de vie d'un filtre à sable estimée à environ 20 ans, si l'entretien a été effectué régulièrement), des dysfonctionnements pourraient apparaître sur des systèmes aujourd'hui classés de type 2 ou 3.** Il est donc important de réactualiser les diagnostics de bon fonctionnement des dispositifs d'assainissement non collectif.

L'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif, modifie les critères d'évaluation de la conformité ou non d'un dispositif d'assainissement autonome. Ces nouveaux critères sont :

- zone à enjeux sanitaires ou environnementaux,

- absence d'installation,
- défaut de structure ou de fermeture, défaut de sécurité sanitaire, implantation à moins de 35 m en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'AEP,
- composition de la filière : installation incomplète, significativement sous dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs,
- installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs.

L'application depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012 de ce nouvel arrêté pourrait donc revoir le classement du 1<sup>er</sup> diagnostic SPANC (diagnostic de la non-conformité d'une installation préalablement classé en niveau 3), notamment dans le cadre de transaction immobilière. La communauté de communes du Pays de Pouzauges projette pour 2020 la réalisation de ce nouveau diagnostic SPANC sur la commune déléguée de La Flocellière.

**Depuis 2010 (année de réalisation du diagnostic), le SPANC du Pays de Pouzauges a procédé aux contrôles de réalisation des travaux d'assainissement d'environ 50 installations.**

## **IV- BILAN DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

La commune déléguée de La Flocellière a recours à l'assainissement collectif pour la gestion des eaux usées de son Bourg et de la Z.I. de La Blauderie : traitement des effluents par une station d'épuration de type "boues activées".

### **IV-1 Le réseau de collecte (figure 7)**

Le réseau d'assainissement collectif permet la desserte d'une grande partie de la zone agglomérée du bourg de La Flocellière.

Il est à noter depuis la précédente révision du zonage d'assainissement :

- la disconnection en 2009 de l'agglomération d'assainissement de La Flocellière d'un secteur de la commune déléguée de Saint Michel Mont Mercure (environ 450 branchements). Ces effluents ont été raccordés sur la station d'épuration de Saint Michel Mont Mercure.
- le raccordement sur la station d'épuration de La Flocellière de la Z.I. de La Blauderie (Sud du Bourg).

Les effluents collectés sont en majorité d'origine domestique. Le nombre de maisons raccordées à l'assainissement collectif du bourg est estimé à environ 700.

Le fonctionnement du réseau d'assainissement est séparatif (eaux pluviales dissociées des eaux usées).

Le réseau de collecte nécessite l'emploi de 6 postes de relevage localisés :

- à la résidence du Bois Sainte Marie (périphérie Ouest du bourg),
- au Pas de L'Angelière (périphérie Nord Ouest du bourg),
- au Moulin Brochet (périphérie Sud du bourg),
- au Bois Sainte Anne (périphérie Sud Est du bourg),
- à La Fontaine aux Loups (périphérie Est du bourg),
- à la Z.I. de la Blauderie (périphérie Sud du bourg)

Il est à noter le raccordement du village de La Redonnière (Sud du Bourg), par un poste de refoulement privé.

La mairie ne projette pas à court terme de nouvelle extension du réseau d'assainissement collectif.

La commune de La Flocellière a réalisé en 2009 une étude diagnostic de son réseau d'assainissement. La quantité d'eaux claires parasites permanentes en période de nappe haute a été évaluée à 203 m<sup>3</sup>/jour. Les eaux parasites de nappe ont été localisées sur l'ensemble du centre bourg.

L'étude diagnostic du réseau d'eaux usées préconisait la transformation du réseau unitaire en réseau séparatif, le contrôle de conformité des branchements sur le tout à l'égout pour les apports d'eaux pluviales et un programme de réhabilitation/remplacement des réseaux d'eaux usées défectueux pour les eaux apports d'eaux parasites d'infiltration.

Les travaux prévus dans le schéma directeur d'assainissement devaient permettre de réduire de 60% les eaux parasites, pour abaisser cet apport à 80 m<sup>3</sup>/jour en période de nappe haute.

La commune a depuis réalisé les travaux pour le passage en séparatif des tronçons de collecte d'eaux usées unitaires de son Bourg.







Les mesures de débit effectuées en entrée de station d'épuration par le Conseil Départemental de la Vendée démontrent néanmoins toujours la présence d'un réseau de collecte sensible aux entrées d'eaux parasites (cf tableau 6 ci-après). Le volume dérivé du bassin d'orage sur l'année 2016 était de 4 584 m<sup>3</sup> réparti sur 10 jours de surverse.

La mairie ne projette pas à court terme de nouveaux travaux dans la lutte contre les apports d'eaux pluviales et les eaux parasites d'infiltration.

## IV-2 L'ouvrage de traitement

### IV-2-1 Caractéristiques/données générales :

**Le Bourg de La Flocellière possède depuis 2014 une nouvelle station d'épuration de type boues activées pour le traitement de ses eaux usées.** Elle possède des lits de séchage plantés de roseaux pour la gestion de ces boues.

La station d'épuration est située au Nord Est du centre bourg, à proximité du château de La Flocellière. Son rejet est effectué dans un fossé s'évacuant vers le ruisseau de la Fontaine de la Tréquinière, affluent de la rivière La Sèvre Nantaise.

Les capacités nominales de traitement de la station d'épuration sont de **2 500 Equivalents Habitants** (150 kg DBO<sub>5</sub>/jour) avec un débit nominal (de temps sec) de **552 m<sup>3</sup>/jour**.

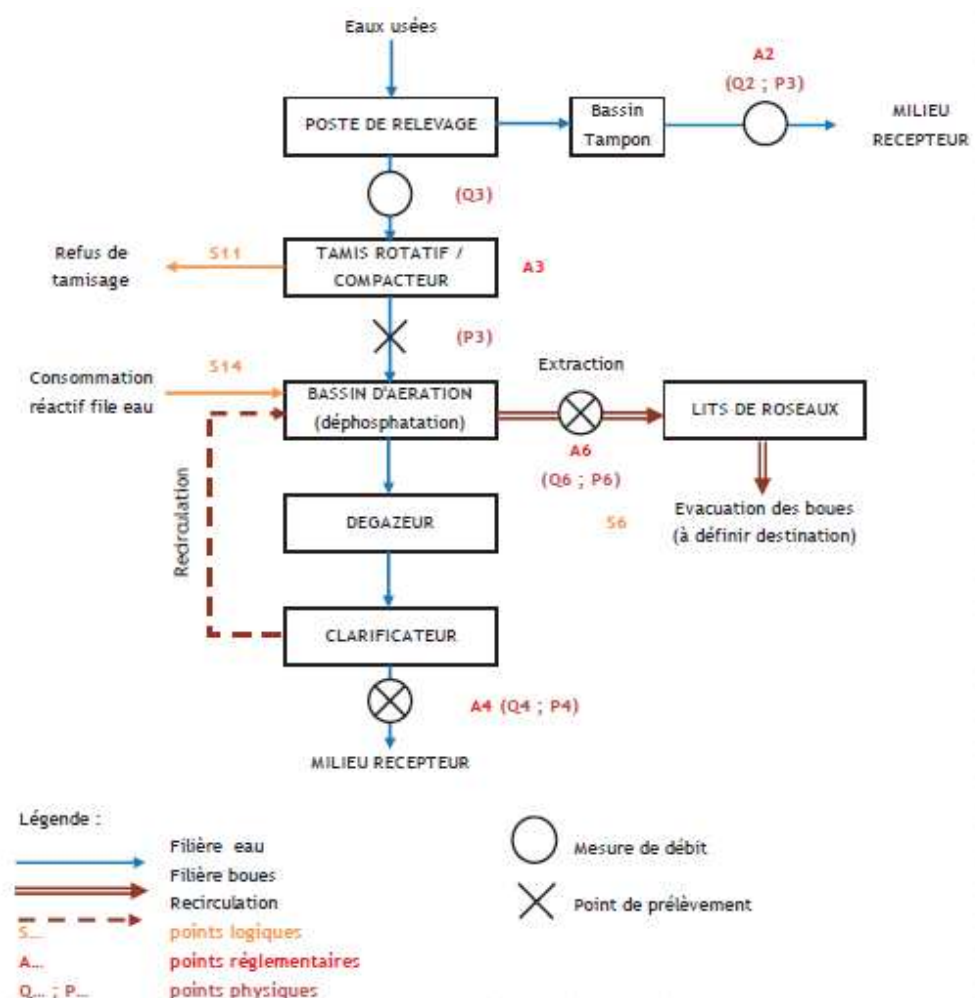


Figure 8 : Synoptique de la station d'épuration

#### IV-2-2 Fonctionnement des installations : charge reçue par la station d'épuration :

Les rapports de synthèse des années 2014 à 2016 du service de l'Eau du Conseil Départemental de la Vendée, renseignent sur la charge collectée en assainissement collectif.

Année		Charge hydraulique	Charge organique	
		en m <sup>3</sup>	en % capacité de la STEP	en EH
2014	moy	313	39	975
	min	165	33	825
	max	390	54	1 350
2015	moy	358	45	1 125
	min	264	19	475
	max	458	60	1 500
2016	moy	377	43	1 075
	min	229	28	700
	max	<b>666</b>	63	1 580

**Tableau 6 : Charge d'effluent reçue par la station d'épuration**

Les résultats montrent que :

- la charge hydraulique moyenne représente environ 70% de la capacité nominale. Les moyennes des débits journaliers mensuels de la station d'épuration réalisée en janvier et février 2016 montrent que la charge hydraulique reçue par la station avait dépassé sa capacité nominale. Le réseau de collecte est donc toujours sensible aux eaux parasites.
- la charge organique moyenne reçue par la station d'épuration a été mesurée entre **1 000 et 1 125 équivalents habitants** (environ 40% et 45% de la capacité de la station d'épuration). La charge brute organique moyenne journalière maximum sur le paramètre DBO<sub>5</sub> a été d'environ **1 580 EH** en 2016 (63% de la capacité de la station d'épuration). La charge organique reçue par la station d'épuration représente donc un peu moins des 2/3 de sa capacité nominale de traitement.

La charge théorique d'eaux usées reçue actuellement par la station d'épuration peut être calculée à partir du nombre de branchements. Les hypothèses utilisées sont :

- le nombre de maisons sur le réseau d'assainissement de la station : environ 700.
- le taux d'occupation moyen d'une maison sur la commune de Sèvremont est de 2,65 personnes par logement (donnée mairie 2015). Le nombre de personnes utilisatrices du tout à l'égout est donc estimé à 1850 personnes, soit une charge de pollution représentant environ 1 485 équivalents habitants (base : 0,8 EH par habitant).

**La charge théorique actuellement traitée par la station d'épuration peut donc être estimée à 1 485 équivalents habitants.**

**Le résultat de la charge organique reçue actuellement par la station d'épuration utilisé pour la suite de l'étude sera de 1 580 EH (charge maximum mesurée).**

#### IV-2-3 Performances de l'ouvrage :

Les rapports de synthèse des années 2014 à 2016 du service de l'Eau du Conseil Départemental de la Vendée, renseignent sur les performances moyennes de la station d'épuration.

Date	Type de données	DBO5	DCO	MES	NK	NGL	PT
2014	Rendement	98%	93%	99%	96%	92%	76%
	Concentration de sortie (mg/L)	3	30	2,3	1,5	3,2	<b>1,3</b>
2015	Rendement	98%	96%	99%	97%	89%	83%
	Concentration de sortie (mg/L)	3,1	17	2,2	1,4	7,8	<b>1,2</b>
2016	Rendement	98%	95%	98%	96%	81%	80%
	Concentration de sortie (mg/L)	4,6	32	8	3,2	<b>17</b>	<b>1,8</b>
Normes	Rendement	70	75	90			
	Concentration de sortie (mg/L)	20	60	20	7	10	1

**Tableau 7 : Rendement épuratoire de la station d'épuration**

Les rendements épuratoires sont de l'ordre de :

- sur le paramètre DBO<sub>5</sub> (demande biologique en oxygène), MES (matière en suspension) et sur le paramètre azoté NK: >95 %,
- sur le paramètre DCO (demande chimique en oxygène) : > 90%,
- sur le paramètre azote globale NGL : entre 80 et 90 %,
- sur le paramètre phosphore total : entre 75 et 85%,

Les performances de la station d'épuration sont donc globalement satisfaisantes à l'exception du paramètre phosphore.

Le compte rendu technique 2016 de l'exploitant de la station d'épuration informe d'une arrivée d'effluents moussants d'origine inconnue à partir du mois de décembre, ayant fortement perturbé le traitement biologique de l'ouvrage. Ces effluents ayant fortement acidifié le bassin d'aération, l'injection de chlorure ferrique a dû être interrompue entraînant une diminution du rendement épuratoire du phosphore total.

La station d'épuration permet globalement de répondre aux contraintes réglementaires du 22 juin 2007 et du 21 juillet 2015 relatif au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement recevant une charge brute de pollution supérieure à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub>, et aux exigences de l'arrêté d'autorisation d'exploiter de la station d'épuration pour les matières organiques et l'azote. Le rejet de la station d'épuration a été évalué non conforme sur cette période sur le paramètre phosphore et sur le paramètre azoté sur les résultats de décembre 2016.

#### IV-2-4 Conclusions.

**Les bilans annuels du service de l'Eau du Conseil Départemental de la Vendée indiquent :**

- que le réseau de collecte reste toujours sensible aux eaux parasites, en période hivernale (connexion d'eaux pluviales, défauts d'étanchéité).
- des rendements épuratoires corrects de la station d'épuration, répondant globalement aux normes de la station d'épuration.
- une qualité de rejet jugée moyenne sur le paramètre phosphore (problèmes ponctuelles d'exploitation avec le chlorure ferrique).

**La charge de pollution actuellement raccordée sur la station d'épuration du bourg correspond à environ 63% des capacités nominales de la station d'épuration. La charge supplémentaire d'effluent pouvant être reçue par l'ouvrage est estimée à 920 équivalents habitants.**

**La station d'épuration permettra de répondre au projet d'urbanisation sur le Bourg de La Flocellière :**

- sur une période de 15 ans, au vu de l'objectif affiché par le PLU (30 logements par an), avec une reprise de la dynamique d'urbanisation.
- sur une période de 40 ans, au vu du rythme actuel de construction (10 logements par an).

## **V- GESTION DES EAUX USEES DU VILLAGE DE LA CHAGNAIS/ LA GUILLOTIERE**

La municipalité de La Flocellière avait décidé en 2009 la délimitation du village de La Chagnais et de la Guillotière en assainissement collectif. Les travaux de mise en place d'un assainissement semi collectif sur ce secteur de la commune n'ont depuis pas été réalisés.

Compte tenu :

- de l'entrée dans la réglementation (arrêté du 9 septembre 2009) de nouveaux systèmes d'assainissement autonome agréés par les ministères de l'Etat (micro station, filtre compacts...) plus compacts que les filières traditionnelles depuis la dernière révision du zonage d'assainissement. Ces nouveaux dispositifs devraient permettre de solutionner la réhabilitation des propriétés disposant de peu de terrain pour la mise en place d'un assainissement.
- de l'agrandissement du territoire communal avec la création de la commune de Sèvremont et du souhait de la nouvelle municipalité de ne pas ou peu développer l'urbanisation de ce village : retrait probable de la zone constructible notée en AU sur le PLU de la Flocellière, lors de la révision future du document d'urbanisme à l'échelle de la nouvelle commune.

A la demande de la municipalité, le rapport va réétudier la situation d'assainissement des villages de La Chagnais et de La Guillotière (situation existante et projet d'assainissement semi collectif).

### **V-1 Contexte géographique et topographique :**

Le secteur de La Chagnais et de La Guillotière se situe à environ 4 km au Sud Ouest du centre Bourg de la commune déléguée de La Flocellière, à environ 1,5 km au Sud Est de la route départementale D26, reliant Saint Michel Mont Mercure au Boupère.

Il est situé sur le flanc d'un coteau orienté vers le Sud Ouest à une altitude variante entre 110 et 135 m<sub>NGF</sub>. L'altimétrie la plus importante est localisée sur le lieu dit de La Guillotière.

Il est à noter la topologie généralement marquée d'une majorité des propriétés (ruptures de pente importante en limite de propriétés).

### **V-2 Contexte hydrographique :**

Le secteur de La Chagnais et de La Guillotière est situé sur un seul bassin versant. Les eaux de ruissellement sont drainées par un cours d'eau s'écoulant à l'Ouest du village, affluent du ruisseau de l'Ancien Etang de Burbure, lui-même affluent de la rivière Le Lay (secteur d'étude éloigné de plus de 10 km de la retenue du Rochereau destiné à la production d'eau potable).

La gestion des eaux pluviales sur le secteur d'étude est actuellement réalisée de la façon suivante :

- pour la partie centre et Ouest du lieu dit de La Chagnais : des réseaux de collecte localisés en bordure Nord de la voie communale (1 réseau EP identifié à environ 0,5 m de profondeur) et Sud de la route communale (2 réseaux EP identifiés à environ 0,5 m et 1 m de profondeur). Les réseaux les moins profonds évacuent les eaux pluviales en direction du Nord vers des fossés directement affluents du ruisseau de l'Ancien Etang de Burbure. Le réseau EP le plus profond de la bordure Sud de la route dirige les eaux pluviales en direction du Nord Ouest du village. Elles sont par la suite déversées en surface d'un terrain agricole (parcelle n°410 de la

section D), en amont d'un dispositif de filtration (puisard/gravière) muni d'un système de trop plein dirigé vers le ruisseau. Ce réseau alimente en outre par ruissellement une zone humide identifiée par l'inventaire communal (zone humide de tête de bassin versant).

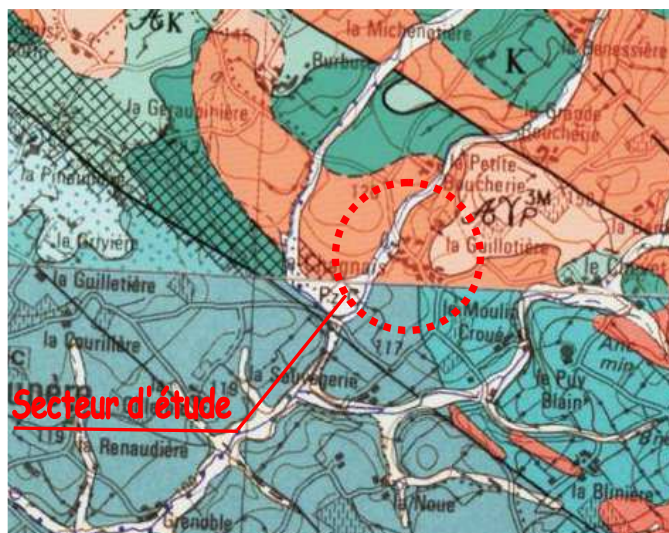
- pour la partie Est du village du lieu dit de La Chagnais : des réseaux de collecte bordent en partie les propriétés construites du village (ouvrages localisés à environ 0,5 m de profondeur). Ceux-ci acheminent les eaux pluviales vers le terrain agricole situé plus au Sud (parcelle n°370 de la section D) dans un fossé en amont de tranchées d'infiltration muni ou non de trop plein, alimentant une zone humide identifiée par l'inventaire communal (zone humide de tête de bassin versant).
- pour le lieu dit de La Guillotière, le réseau hydraulique est plus sommaire. Un fossé/réseau pluvial collecte des eaux pluviales de la partie Sud Ouest du noyau habité du hameau, et les déverse sur un terrain agricole situé en bordure Ouest de la voie communale (évacuation par ruissellement et infiltration dans le sol).

**Le milieu récepteur des eaux du secteur de La Chagnais et de La Guillotière est le ruisseau de l'Ancien Etang de Burbure, concerné par les recommandations du SDAGE Loire Bretagne et du SAGE du Lay.**

**Le secteur d'étude n'est pas localisé sur une zone concernée par des enjeux sanitaires ou des enjeux environnementaux (tels que prévu par l'article 2 de l'Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif).**

### **V-3 Contexte géologique :**

Les cartes géologiques au 1/50 000<sup>ème</sup> des Herbiers et de Chantonnay (Edition du BRGM – n°537 et n°563) renseignent sur la composition du sous sol sur le secteur de La Chagnais.



**Figure 9 : Extrait des cartes géologiques des Herbiers et de Chantonnay sur le secteur d'étude**

Le secteur d'étude est localisé sur des affleurements de plusieurs formations :

- Monzogranite de Pouzauges (secteur Nord –Nord Ouest). Cette roche intrusive, très dure, est constituée de granite de couleur généralement rosâtre parfois grise et de teinte souvent sombre due à l'abondance des ferro-magnésiens. Le grain est moyen et homogène.
- Cornéenne au contact du Monzogranite de Pouzauges (secteur Sud Est). Ce sont des roches intrusives très dures non fissiles de couleur gris sombre et où les cristaux sont rarement

visibles à l'œil nu (on peut les confondre avec une roche volcaniques). Aucune schistosité n'est visible dans les cornéennes au voisinage du granite, alors que celles qui sont plus éloignées sont schistosées.

- Micaschistes et métagrauwacke à biotite, muscovite et grenat - formation de Saint Paul en Pareds (secteur Sud Ouest). Cette formation métamorphique est constituée de grès micaschisteux satinés bruns à verdâtres, à grain fin, quartzeux ou quartzo-micacés : des micaschistes bruns fortement micacés sont souvent interstratifiés dans ces grès, disposés en bancs de puissance variable.

Les limites de ces formations sont néanmoins difficilement visibles sur les cartes (zone d'étude située entre 2 cartes géologiques) et sur site.

#### **V-4 Contexte Pédologique et aptitude des sols à l'assainissement :**

Afin d'évaluer de façon exhaustive la typologie des sols présents sur le village, une **campagne de prospection** a été effectuée :

- **13 sondages à la tarière à main** ont ainsi été réalisés (profils en *Annexe 1*),
- les fossés et réseaux d'eaux pluviales ont également été localisés.

Ces relevés ont été complétés par les résultats de tests de perméabilité réalisés sur le village dans le cadre de l'étude de zonage d'assainissement initiale (données Coulais Consultant) et d'études de filière d'assainissement (données transmises par le service SPANC).

Les localisations de ces données ont été retranscrites sur la figure 11.

La différenciation des sols rencontrés s'est basée selon leur **texture** (argileuse, limoneuse, sableuse...). Il a été ainsi observé les profils de sol suivants :

- présence de sol peu profond (lithosol, roche à l'affleurement) sur la partie centrale du lieu dit de La Guillotière et la partie centre Est du lieu dit de la Chagnais : sondages S2, S4 et S10.
- présence de sol en surface limono argileuse relativement sain sur une profondeur variante entre 60 à 90 cm (pas de traces d'hydromorphie) reposant soit sur des arènes argileuse et graveleuse, soit sur de la roche. Ces sondages ont été observés sur la partie Nord/Nord Est du lieu dit de La Guillotière et dans le centre Ouest du lieu dit de La Chagnais : sondages S1, S3, S7, S11 et S13.
- présence de sol en surface limono argileuse d'épaisseur moindre (environ 50 cm), présentant des traces d'hydromorphie (oxydations de fer et concrétions ferro manganique), voir humide (au Sud Est du lieu dit de La Guillotière) reposant généralement sur des trames d'altérites argileuses (secteur Ouest de la zone d'étude) : sondages S5, S6, S8, S9 et S12.

Le tableau suivant indique les valeurs mesurées des essais d'infiltration réalisé sur le secteur d'étude :

Sources	Dénomination du test d'infiltration	Perméabilité mesuré en mm/h	Coefficient de perméabilité
Coulais Consultant (étude de zonage d'assainissement de 1999)	K1	15 mm/H	Très peu perméable
	K2	330 mm/H	Très perméable
	K3	< 1 mm/H	Imperméable
Service SPANC (résultats d'études de filière)	K4	40 mm/H	Moyennement perméable
	K5	20 mm/H	Perméabilité médiocre

**Tableau 8 : Valeurs des essais d'infiltration réalisés sur le secteur d'étude**

Ces résultats montrent que la perméabilité du sol diffère beaucoup sur la zone d'étude (entre 1 et 330 mm/H). La mesure de perméabilité la plus importante a été réalisée sur le secteur Ouest du lieu dit de la Chagnais, à proximité d'un coteau présentant une forte rupture de pente. La perméabilité la plus faible a été réalisée sur le secteur Est du lieu dit de La Chagnais dans un sol reposant sur des schistes.

### Conclusions :

L'aptitude des sols à l'assainissement sur le village de La Chagnais/La Guillotière est globalement moyenne (cf figure 12).

La présence de :

- sols épais et sains à dominante limoneuse permettra son utilisation pour réaliser une épuration naturelle des eaux usées (tranchées d'épandage).
- d'horizon argileux à faible profondeur ou de roche à faible profondeur (lithosol) nécessitera la mise en place de sols reconstitués ou n'utilisant pas le sol (filtre à sable vertical drainé, filtres compacts, micro station). Les sols en surface semblent en règle générale disposer d'une perméabilité supérieure à 10 mm/H, pouvant permettre l'infiltration des eaux usées traitées.

Sa variabilité très importante (à l'échelle d'une parcelle) est à mettre aussi en corrélation avec la **topographie** du site. Seul un examen détaillé permettra la détermination de l'aptitude d'un site projeté pour la mise en place d'un assainissement non collectif lors de l'étude de filière d'assainissement.

### **V-5- Etat actuel du parc "assainissement individuel" sur le secteur d'étude :**

Le village de La Chagnais et de La Guillotière comprend 35 habitations. **L'origine des eaux usées est donc en totalité domestique.**

#### V-5-1 Le recueil des informations:

Le village de La Chagnais et de La Guillotière ayant été zoné en assainissement collectif par la municipalité de La Flocellière (projet de mise en œuvre d'un assainissement semi collectif), les installations d'assainissement non collectif existants de ces lieux dits n'ont pas été pris en compte par la communauté de communes du Pays de Pouzauges, lors de la campagne de contrôles diagnostics des dispositifs d'assainissement individuel de 2010. La municipalité dispose donc de peu d'éléments permettant de caractériser le "parc assainissement individuel" de ce village.

La commune de Sèvremont n'ayant pas encore acté la décision de retour en zone d'assainissement individuel de ce village, il a été décidé de ne pas réaliser les contrôles diagnostics de ces dispositifs d'assainissement. Ceux-ci interviendront dès validation de la modification du zonage d'assainissement.

Afin d'acquérir une connaissance objective et relativement fiable de la situation d'assainissement du village de La Chagnais/La Guillotière, le recueil des informations s'est réalisé par enquête et visite individuelle de ces habitations.

Dans un premier temps, un questionnaire a été envoyé à l'ensemble des foyers en assainissement individuel concernée par l'étude. Par la suite, chaque habitation n'ayant pas renvoyé le questionnaire, ou l'ayant partiellement rempli, a fait l'objet d'une visite.



Ce recensement a été complété par les données des études de zonage d'assainissement initiales et les données du service SPANC de la communauté de communes du Pays de Pouzauges (contrôles diagnostics de bon fonctionnement réalisé dans le cadre d'une vente par exemple).

***L'ensemble de ce travail a permis la caractérisation de 32 habitations sur les 35 recensées, soit un taux d'information de 91%.***

Les dispositifs d'assainissement non collectif n'ayant pas été renseignés, ne l'ont pas été pour les raisons suivantes :

- 1 résidence secondaire, non occupée lors de la période d'investigation sur site,
- 1 résidence locative à l'année (propriétaire non joignable),
- 1 logement n'ayant pu être visité (absence des propriétaires).

**Les résultats détaillés de ces enquêtes sont détaillés en annexe 2.**

#### V-5-2 Caractéristiques de l'habitat recensé :

##### a- modalités d'occupations des logements :

Les logements rencontrés sur le village de La Chagnais/La Guillotière sont en forte majorité des résidences **habitées de façon permanente** (95 %). Parmi elle, près des 2/3 des maisons sont occupées par leur propriétaire et 1/3 sont par des locataires. Les résidences **secondaires** correspondent à seulement 5 % du parc (2 maisons).

##### b- Ancienneté des habitations

Les habitations sont classées ici en trois catégories :

- les maisons dites « **neuves** ». La réglementation imposant une fosse toutes eaux + un dispositif de traitement date de 1981. Ces maisons sont susceptibles d'être équipées d'un dispositif proche de la norme actuelle. Celles-ci représentent **25 %** de l'ensemble des habitations communales.
- les maisons dites « **anciennes** » : Elles datent d'avant 1980. Ces maisons sont susceptibles d'encore disposer des ouvrages d'assainissement en vigueur à cette époque (fosse septique, bac à graisse, ...). C'est le cas **de près de 40%** des habitations actuelles.
- les maisons dites « **renovées** » : Elles datent d'avant 1980. Elles ont fait l'objet de travaux de rénovation après 1980, et sont donc susceptibles d'avoir réhabilité leur système d'assainissement. Elles représentent **près de 40%** des habitations actuelles.

##### c- Date d'acquisition de l'habitation :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, le vendeur d'un bien immobilier non raccordé au réseau d'assainissement collectif des eaux usées doit obligatoirement joindre un diagnostic assainissement daté de moins de 3 ans du SPANC au dossier technique au même titre que d'autres diagnostics immobiliers tels que le diagnostic de performance énergétique, électricité, plomb, amiante, etc.

Les travaux de mise en conformité de l'installation avant la vente sont à la charge du propriétaire-vendeur. Ce dernier peut néanmoins décider de ne pas les faire. Dans ce cas, il en informe le futur acheteur qui décidera ou non d'acquérir le bien en l'état. Les travaux peuvent alors faire partie de la négociation financière. Dans tous les cas, ils devront être réalisés au plus tard 1 an après la signature de l'acte de vente.

Les retours du questionnaire nous indiquent que 7 logements ont été acquis après le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Ces habitations sont susceptibles aujourd'hui de disposer d'assainissements conformes.

#### d- typologie des habitations

La typologie des habitations correspond au nombre de pièces principales du logement. Lorsque cette donnée n'était pas connue, elle a pris en compte comme base de calcul le nombre de chambres + 2 pièces de vie.

Nombre de pièces principales	3	4	5	6	7	Pas de donnée	Total
Nombre de logements concernés	4	8	13	5	1	1	32

**Tableau 9 : typologie des habitations sur le secteur d'étude**

La grande majorité des habitations (78%) correspondent à des logements d'au maximum 5 pièces principales (en général jusqu'à 3 chambres).

Il est intéressant de connaître la typologie des logements car elle conditionne le **dimensionnement** des systèmes d'assainissements individuels.

#### e- Surface des terrains attenants aux habitations

La **surface disponible des parcelles** se calcule en soustrayant la surface de la construction à la surface totale de la parcelle.

Les données du questionnaire (**tableau 10**) nous montrent les différentes configurations retrouvées sur le terrain :

- la majorité des logements a une surface de terrain libre de construction comprise entre 500 et 2 000 m<sup>2</sup> (**38 %**),
- environ 26 % des habitations recensées ont une surface de terrain disponible plus restreinte (entre 200 à 500 m<sup>2</sup>), voir très faible pour 26% des cas (inférieure à 200 m<sup>2</sup>).
- le reste de l'habitat a une étendue de propriété très importante (9 % ont plus de 2000 m<sup>2</sup>)

Superficie des terrains, en m <sup>2</sup>	< 200	200 à 500	500 à 2000	2000 à 5000	
Nbre de maisons	9	8	12	3	Total : 32
% des maisons	28%	25%	38%	9%	100 %

**Tableau 10 : Répartition du nombre de maisons en fonction de la surface des terrains.**

Les propriétés disposant de faibles superficies de terrain libre de construction correspondent aux parties anciennes de l'habitat et sont localisées dans les centres de ces villages.

L'installation ou la réhabilitation d'un système d'assainissement individuel traditionnel (tranchée d'épandage, filtre à sable vertical drainé,...) nécessite :

- une superficie d'environ **200 m<sup>2</sup>** (emprise de l'ouvrage, emplacement de la fosse et d'un épandage traditionnel par rapport à la maison et aux limites du terrain à prendre en compte),
- une **pente** minimale assurant le bon écoulement des eaux dans le dispositif de traitement.

Ces contraintes particulières de terrain sont à considérer avec attention.

Dans le cas où la pose d'une FTE et d'un dispositif d'épandage est impossible, les maisons pourront avoir recours à l'usage d'une filière d'assainissement compact agréée par les ministères de l'Etat (filtre compact, micro station).

#### f- alimentation en eau des maisons

L'alimentation en eau d'une maison peut provenir soit du réseau d'eau public, soit d'un puits ou forage, ou être mixte. Dans ce dernier cas, l'eau du réseau AEP est le plus souvent utilisée pour la consommation humaine (le puits est employé pour les besoins domestiques) ou est juste une solution de secours (en cas de problème avec le puits).

La commune de Sèvremont est alimentée en eau potable par le **Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable du Rochereau**.

**L'ensemble du village de La Chagnais/La Guillotière est desservi par le réseau d'eau potable AEP.**

Seulement 6 personnes ont indiqué lors de l'enquête posséder un puits. Trois de ces ouvrages sont utilisés pour l'alimentation en eau de maison. Ils sont localisés au lieu dit de La Guillotière. Cependant bien que ces puisages utilisés à des fins d'usage domestiques auraient dû être déclarés avant le 31 décembre 2009, aucune déclaration de ce type n'a été enregistrée en mairie de Sèvremont.

#### V-5-3 Gestion parcellaires des eaux pluviales

L'évacuation des **eaux pluviales** de chaque parcelle s'effectue, sur le village de La Chagnais/La Guillotière, de deux manières totalement différentes :

- lorsque les sols et/ou la roche mère sont relativement perméables, les eaux pluviales sont **infiltrées** directement sur la parcelle.
- lorsque les sols peu perméables, les eaux pluviales sont **évacuées vers différents exutoires** : un fossé, le réseau communal d'eaux pluviales (EP), un puisard ou une rivière.

Cinq questionnaires ne précisant pas leurs modes d'évacuation des eaux pluviales, ce tableau est une présentation d'un total de **27 réponses**.

Il arrive parfois que les eaux pluviales d'une construction aient **plusieurs destinations** finales (selon qu'elles soient recueillies d'un côté ou de l'autre de l'habitation). C'est ici le cas de 6 des 27 logements (d'où un total de 33).

	Passage par l'assainissement	Infiltration par le sol sur la parcelle	Evacuation vers un exutoire	
			vers un fossé	vers un puisard
Total : 33 pour 27 constructions	2	9	21	1
	2	9	22	

**Tableau 12 : Présentation des différents modes de gestion des eaux pluviales rencontrés sur le village de La Chagnais/La Guillotière**

Les réponses aux questionnaires montrent que la distribution des modes de gestion des eaux pluviales sur le village de La Chagnais/La Guillotière est en majorité réalisé par **évacuation vers un exutoire**.

**La commune devra donc veiller à l'entretien des fossés/réseaux pluviales afin de pérenniser le mode de gestion des eaux pluviales des propriétés.**

#### V-5-4 Conformité des dispositifs en assainissement non collectif

##### a- Caractéristique des ouvrages existants :

Les caractéristiques individuelles et détaillées des assainissements individuels recensés lors de l'étude sont présentées en annexe 2.

Les principales caractéristiques des filières existantes sont indiquées dans le tableau 11 :

	Dispositif diagnostiqué	Total	Pourcentage
Dispositif de pré traitement	Fosse toutes eaux/décanteur (micro station)	15	47 %
	Fosse septique (eaux vannes)	17	53 %
	Fosse étanche (eaux vannes)	0	0 %
	Bac dégraisseur (eaux ménagères) pour les systèmes munis d'une fosse septique	1	6 %
	Aucun	0	0 %
Dispositif de traitement	Tranchée filtrante	9	28 %
	Filtres à sable drainé	3	9 %
	Filière compacte agréée	1	3 %
	Aucun/inconnu	19	60 %
Evacuation	Par le sol	9	28 %
	Vers un exutoire (fossé, réseau pluvial, rivière...)	23	72 %

**Tableau 11 : Principales caractéristiques des assainissements individuels rencontrés**

Les résultats montrent que :

- toutes les maisons ont un dispositif de pré traitement pour les eaux vannes : fosse septique (53 %) ou fosse toutes eaux (47 %).
- parmi les filières disposant d'une fosse septique, seulement 1 maison possède un bac dégraisseur pour le pré traitement des eaux ménagères. Malgré la charge polluante de ces eaux, elles sont régulièrement rejetées directement dans le milieu naturel.
- les filières d'assainissement possédant un dispositif de traitement sont minoritaires (seulement 40% des habitations enquêtées). Il est à 69 % composé par des tranchées d'épandage et à 9 % par des filtres à sable verticaux drainés. Une seule filière d'assainissements compacts agréés, de type micro station, a été recensée sur le village. Cette donnée montre en outre la faible évolution des travaux d'assainissement sur le village depuis 2009 (dû au projet de mise en place d'un assainissement semi collectif).
- l'évacuation des effluents traités est réalisée en grande majorité vers le milieu superficiel (fossé, cours d'eau...). L'infiltration des effluents dans le sol (malgré la prédominance de tranchées d'épandage comme dispositif de traitement) n'est réalisée que dans 28 % des cas.

#### Note :

*Les eaux pluviales ne doivent pas être dirigées dans les ouvrages d'assainissement non collectif (fosse toutes eaux et système de traitement). Les propriétaires devront veiller si nécessaire à les dissocier (cas recensés pour 2 habitations).*

### b- Entretien des assainissements individuels:

L'entretien des dispositifs d'assainissement non collectif est un **élément prépondérant du bon fonctionnement des installations**.

En effet, un dispositif de prétraitement insuffisamment entretenu **risque de porter préjudice au système épurateur** situé en aval.

Il est donc important de procéder à la vidange régulière des fosses (environ tous les 4/5 ans pour une famille de 3 à 4 personnes).

Toute opération de vidange doit être exécutée par une entreprise spécialisée qui fournira, le travail effectué, un bordereau de suivi des déchets, document attestant de l'entretien régulier auprès du service Public d'Assainissement Non Collectif.

En ce qui concerne l'entretien des dispositifs d'assainissement, environ la moitié des personnes interrogées affirment vidanger régulièrement leur fosse.

Le nombre important de dispositifs d'assainissement non entretenus régulièrement, peut s'expliquer par la **non-conformité des installations** : certains dispositifs de prétraitement évacuent directement les effluents dans les fossés. Sous prétexte d'une bonne évacuation, les vidanges des fosses ne sont pas effectuées.

### c- Conformité des dispositifs

Une installation d'assainissement individuel, conforme selon les normes actuelles, réalise l'épuration en **trois étapes successives (cf § I-3-2, p.7)** :

- une **phase de prétraitement** : une Fosse Toutes Eaux (FTE).
- un **dispositif de traitement** : principalement tranchées filtrantes ou filtre à sable.
- une **évacuation des eaux traitées** : infiltration dans le sol ou le sous sol ou évacuation vers le milieu hydraulique superficiel (fossé, ruisseau).

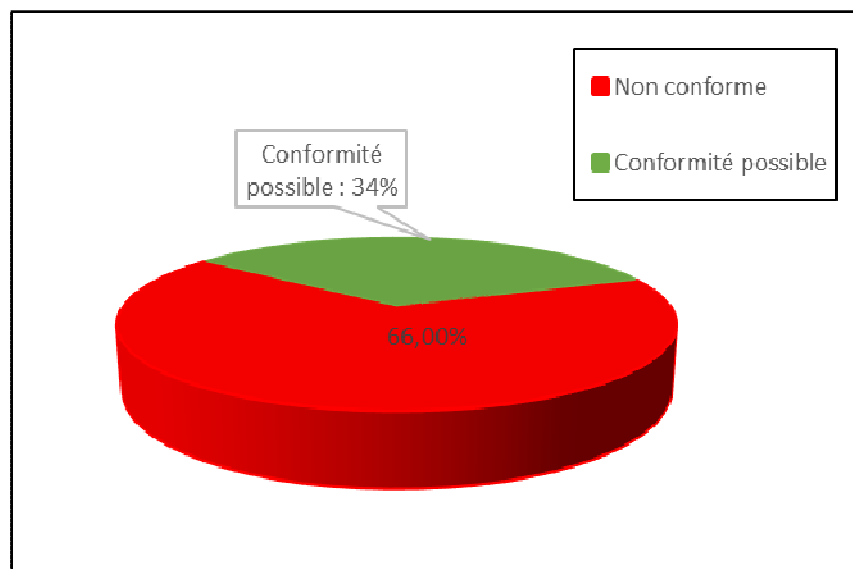
D'après les résultats de l'enquête, les différents systèmes d'assainissement individuel ont été évalués selon les modalités de **l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif (cf annexe 3) et classés en deux catégories** :

- les dispositifs jugés **non conformes** : majoritairement rencontrés, ils représentent environ **les 2/3** des installations évaluées. Les causes de non-conformité prises en compte (faute de vérification des installations sur site) sont la présence d'installations incomplètes ou significativement sous dimensionné.
- les dispositifs **potentiellement conformes (11 dispositifs)** : ils représentent **le 1/3** des installations évaluées. Leurs conformités sont possibles au vu des données collectées mais, n'ayant pas été vérifiées sur le terrain, elles restent potentielles.

Ce taux de conformité est relativement faible comparé aux 46% de dispositifs diagnostiqués de classe 3 comme ayant un bon fonctionnement (sous réserve d'un entretien régulier) par le service SPANC de la Communauté de Communes du Pays de Pouzauges sur le territoire de La Flocellière. Il peut s'expliquer par le fait que :

- les **maisons datant d'après 1980**, susceptibles de disposer d'un dispositif d'assainissement aux normes actuelles, sont assez peu nombreuses (**voir § V-5-2 b, p 37**) : seulement 25% des habitations.

- le faible taux de transaction immobilière sur le village depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 (*voir § V-5-2 c, p 37*), date à laquelle un délai de remise aux normes a été mis en œuvre : 22% des ménagères sont propriétaires de leurs logements depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011.
- la population du village de La Chagnais et de La Guillotière était en attente des travaux de mise en place d'un assainissement semi collectif.



**Figure 10 : Part des dispositifs d'assainissement individuel conformes sur la commune**

La *figure 11* (cf p.48) présente le résultat des conformités.

Les dispositifs d'assainissement autonomes jugés ou considérés comme non conformes sont principalement situés dans le centre du village, constituant le noyau ancien de l'habitat. Les conformités possibles correspondent aux constructions neuves et quelques rénovations récentes situées sur le secteur Est et Ouest du lieu dit de La Chagnais et sur la partie Nord du lieu dit de La Guillotière.

Dans le cas d'un reclassement du village de La Chagnais et de La Guillotière en assainissement non collectif, le service SPANC de la Communauté de Communes de Pouzauges engagera rapidement les diagnostics de bon fonctionnement des dispositifs d'assainissements individuels. Ce contrôle permettra de :

- confirmer les informations transmises par les propriétaires dans leurs questionnaires. Une attention particulière sera exigée auprès des propriétaires afin de rendre accessibles leurs ouvrages d'assainissement (regards de visite de la fosse, regards d'entrée et de bouclage de l'ouvrage de traitement si existant) pour la venue du technicien. La validation de la conformité des ouvrages déclarés ne sera possible que s'ils sont vérifiés.
- d'établir la présence ou non de défaut sur les ouvrages d'assainissement : défaut de sécurité sanitaire (contact direct, ...), défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation, dysfonctionnements majeurs de l'installation.
- de déterminer les délais de mise en conformité de chaque installation, en fonction du niveau de danger ou de risque constaté :
  - les travaux sont réalisés sous quatre ans en cas de danger sanitaire ou de risque environnemental avéré, d'après l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique ;
  - les travaux sont réalisés au plus tard un an après la vente, d'après l'article L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation.

- de définir des recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation existante dans le cas de l'observation de défauts d'usure ou d'entretien.

#### d- Conclusions :

Les principales caractéristiques de l'état environnemental sur le secteur de La Chagnais et de La Guillotière sont :

- une sensibilité moyenne du milieu récepteur : ruisseau de l'Ancien Etang de Burbure.
- de faibles enjeux sanitaires : site d'étude éloigné de la retenue AEP du Rochereau, présence très minoritaire de puits utilisés pour l'alimentation en eau de maison (3 ouvrages recensés ; ouvrages non déclarés en mairie).
- l'habitat concerné est composé de 35 maisons, majoritairement anciennes peu susceptibles de détenir un assainissement individuel aux normes. Le taux de conformité des dispositifs en assainissement non collectif est estimé à 34%. Les installations jugées ou considérées comme non conformes sont principalement situées dans le centre du village.
- la nature des sols et du sous sol rencontrée dans ce secteur peut permettre dans certaines zones l'utilisation de tranchées d'épandage (sols épais, perméable et sain) : information nécessitant la réalisation d'une étude de filière à la parcelle. Les sols en surface semblent être, en règle générale, compatibles avec l'infiltration des eaux usées traitées (tranchées d'épandage, système d'infiltration en aval d'un sol reconstitué).
- la présence sur le secteur d'étude de superficies de propriétés peu importantes, rendant difficile la mise en œuvre de filières d'assainissement traditionnelles : installation de filières d'assainissement compactes agréées par les ministères de l'Etat (filtres compacts, micro station)

**Ces données démontrent un bilan mitigé mais non alarmant de la gestion des usées domestiques de cette zone de la commune.**

La réhabilitation des assainissements des maisons situées sur le village de La Chagnais/La Guillotière peut se concevoir de différentes façons :

- réhabilitation en assainissements autonomes.
- réhabilitation par la mise en place d'un assainissement semi collectif.

#### **V-6 Simulation de réhabilitation des installations en assainissement individuel :**

**L'évaluation des conformités des dispositifs d'assainissement non collectif estime que 24 maisons doivent être réhabilitées** (installations jugées non conformes ou non renseignées).

L'étude de sol conclut sur une aptitude moyenne des sols à l'assainissement, nécessitant des investigations complémentaires sur chaque propriété pour conclure sur la possibilité ou non de mise en œuvre de tranchées d'épandage à l'endroit du site dédié.

La superficie réduite des propriétés entraînera aussi dans bien des cas à la mise en œuvre de filtres à sable verticaux drainés (emprise au sol moins importante que des tranchées d'épandage), voir la pose de filières d'assainissement compacts agréés par les ministères de l'Etat (filtres compacts, micro station) pour celles disposant de très peu de terrain disponible (cas recensé pour au moins 9 propriétés).

Etant donné les profondeurs limitées des exutoires (réseaux pluviales communaux), et la présence sur certaines propriétés de maisons en contrebas des espaces disponibles pour la mise en œuvre de l'assainissement (cas recensés pour au moins 5 propriétés), **les 2/3 des installations pourraient nécessiter l'usage de pompes de relevage pour des filières de type sols reconstitués** (détermination lors de l'étude de filière d'assainissement).

**La simulation de réhabilitation des maisons en assainissement non collectif s'est basée sur les données et les hypothèses suivantes :**

- pour les logements disposant de superficie suffisante pour la mise en œuvre de filière d'assainissement traditionnel : préconisation de filtres à sable verticaux drainés comme dispositifs de traitement (coût de travaux plus important qu'une filière de type tranchées d'épandage),
- pour les logements disposant de superficie restreinte pour la mise en œuvre de filière d'assainissement traditionnel : préconisation de filière compacte (micro station, filtre à zéolithe, filtre à coco, filtre à xylit...) comme dispositifs de traitement.

La **figure 12** (cf p.48) présente le résultat de réhabilitation du village en assainissement non collectif.

Notes particulières :

- la maison de la parcelle n°321 ne dispose pas de terrain attenant à l'habitation pour la mise en place d'un assainissement non collectif (la maison possède actuellement une fosse septique sous la voirie communale : donnée propriétaire). Elle possède des terrains à l'Ouest de l'habitation. La réhabilitation de son système d'assainissement nécessitera l'obtention d'autorisations privées pour le passage de réseaux sous leurs propriétés ou la mise en œuvre de l'assainissement sous le domaine public (installation d'une filière compacte à l'emplacement de la fosse septique existante par exemple, respectant les conditions de pose sous une zone de circulation de véhicules : dalle de répartition des charges autoportante + tampons des regards de visite en fonte par exemple).
- le propriétaire des maisons des parcelles n°355,358 et 362 envisage l'installation d'un dispositif d'assainissement compact commun à ces 3 logements sur la parcelle n°356 (étude de filière d'assainissement en cours).

→ 15 réhabilitations par la mise en place de FTE + filtre à sable vertical drainé et 9 réhabilitations par la mise en place de filière compacte

Assainissement préconisé	Nombre d'installation	Coût unitaire en €HT	Coût total en €HT
Filtre à sable vertical drainé	5	4 900	24 500
Filtre à sable vertical drainé étanche + pompe	10	6 900	69 000
Filière compacte	3	7 600	22 800
Filière compacte avec pompe	3	8 750	26 250
Filière compacte de 10 EH commun à 3 logements avec pompe	1	15 000	15 000
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>-</b>	<b>157 550</b>

**Tableau 13 : Simulation technico économique de réhabilitation des habitations de la zone d'étude en assainissement individuel**



**Le coût total des travaux de réhabilitation des maisons sur le village de La Chagnais/La Guillotière est estimé à 157 550 €HT.**

*Contraintes à la conservation du village en assainissement non collectif :*

Les réhabilitations des maisons du site d'étude en assainissement individuel par des dispositifs de traitement de type sols reconstitués (filtres à sable verticaux drainés, filtres compacts drainés) ou micro station nécessiteront un exutoire (fossé, réseau pluvial ...). **Dans le cas de la redélimitation de ces villages en assainissement non collectif la commune devra donc veiller à l'existence, au bon état et à l'entretien des fossés/réseaux pluviales afin de permettre l'installation de ces types de dispositifs.**

Un état des lieux sommaire des ouvrages hydrauliques sur le village de La Chagnais a été réalisé avec M. ROBICHON Laurent, résidant du village de La Chagnais et exploitant des terrains agricoles situés au Sud de ce village. Cette personne nous a alerté sur le mauvais état présumé du réseau d'eaux pluviales situé au coin Sud de la parcelle n°783 de la section D suite à la réalisation de travaux de voirie. Des investigations plus approfondies de l'ouvrage pluvial permettront de déterminer la nécessité de réaliser des travaux de réhabilitation de ce réseau (inspection par passage caméra par exemple).

**V-7 Simulation de mise en place d'un assainissement semi collectif :**

Un avant projet d'assainissement a été réalisé sur le village de La Chagnais/La Guillotière par la société Saunier et Associés en 2008.

Le présent dossier va réactualiser les données et les modalités de mise en place d'un assainissement semi collectif sur ce secteur de la commune.

Le tracé du réseau d'assainissement évolue peu par rapport à l'AVP de 2008. Il permettra le raccordement des 35 maisons au tout à l'égout. Néanmoins compte tenu du souhait de la nouvelle municipalité de ne pas ou peu développer l'urbanisation des villages, la simulation ne prendra plus en compte le développement des terrains délimités en zone AU sur l'actuel PLU de la commune déléguée de La Flocellière (retrait probable de la zone AU lors d'une prochaine révision du document d'urbanisme).

La desserte du secteur d'étude à l'assainissement semi collectif serait réalisée par un réseau gravitaire (1 ou 2 postes de relevages individuels, à la charge des propriétaires pourraient s'avérer nécessaire). Les eaux collectées seraient dirigées vers une station d'épuration réalisée sur la parcelle n°402 de la section D au Sud Ouest du village (site prévu par l'AVP de 2008).

La **figure 13** (cf p.48) présente le résultat de réhabilitation du village en assainissement collectif.

a- Estimation de la charge à traiter

L'estimation de la charge à traiter s'est basée sur les hypothèses de calcul du **Guide pour la réalisation des études technico-économiques, service d'appui technique à l'eau et à l'assainissement du Conseil Général Finistère. Dans le cas de création de nouvelles installations (avec création de réseau) et pour une population sédentaire :**

- 1 habitant sera égal à un **équivalent-habitant** (Éq.hab) soit 60 g de **DBO5/j** et 150 l/j.
- le nombre de personnes par branchement sera défini selon le dernier recensement INSEE connu.

Le nombre de branchements projetés sur le système d'assainissement semi collectif est de 35. La population raccordée sur la station d'épuration est estimée à 91 personnes (sur la base de 2,6 personnes/logement ; donnée INSEE 2015).

La capacité nominale réévaluée de la station d'épuration est estimée à **100 Equivalents Habitants**.

La filière de traitement envisagée pour la gestion de cette charge reste le lagunage naturel (coût de réalisation et d'entretien de la filière le moins onéreux).

**b- Simulation technico économique :**

→ desserte de 35 maisons à un assainissement semi collectif.

<b>RESEAU</b> (estimation Saunier et Associés réajusté)	<b>Coût en €HT</b>
Installation de chantier, déviation de circulation, remise en état des lieux	14 117,65
Pose d'un collecteur d'eaux usées de diamètre 200 mm en PVC sur 1 230 ml y compris regards en façade	159 752,95
Pose de regards visitables (33 unités)	38 583,50
Réfection définitive des surfaces	39 967,05
Epuisement avec pompe des fonds de fouilles	11 025,90
Blindage des fouilles	31 552,95
Dépenses connexes	10 000
Sous-total RESEAU	<b>305 000</b>
Distance moyenne entre 2 branchements	35 ml

<b>STATION D'EPURATION</b> (estimation OCE Environnement)	
Lagune naturelle de 100 EH	70 000
Sous-total OUVRAGE	<b>70 000</b>

<b>Etudes préalables + essais de vérification des travaux</b>	<b>10 000</b>
<b>Divers : env.+7% Maîtrise d'œuvre, divers, imprévus en sécurité)</b>	<b>27 000</b>
<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>	<b>412 000</b>
Coût total / EH pour 35 foyers en €HT	<b>11 770</b>

**Tableau 12 : Simulation technico économique de raccordement du secteur d'étude à l'assainissement collectif**

Le coût des travaux pour la mise en place d'un assainissement semi collectif commun aux villages de La Chagnais et de La Guillotière est estimé à 412 000 €HT.

Le calcul ne prend pas en compte l'achat de la parcelle pour la mise en place de la station d'épuration. La surface utile pour la mise en place d'une lagune naturelle de capacité égale à 100 EH est d' environ 3 000 m².

***Note particulière :***

*Avec l'abandon du développement de la zone constructible située entre les lieux dits de La Chagnais et du Moulin Croué, délimitée en AU sur le PLU, le projet de raccordement à*

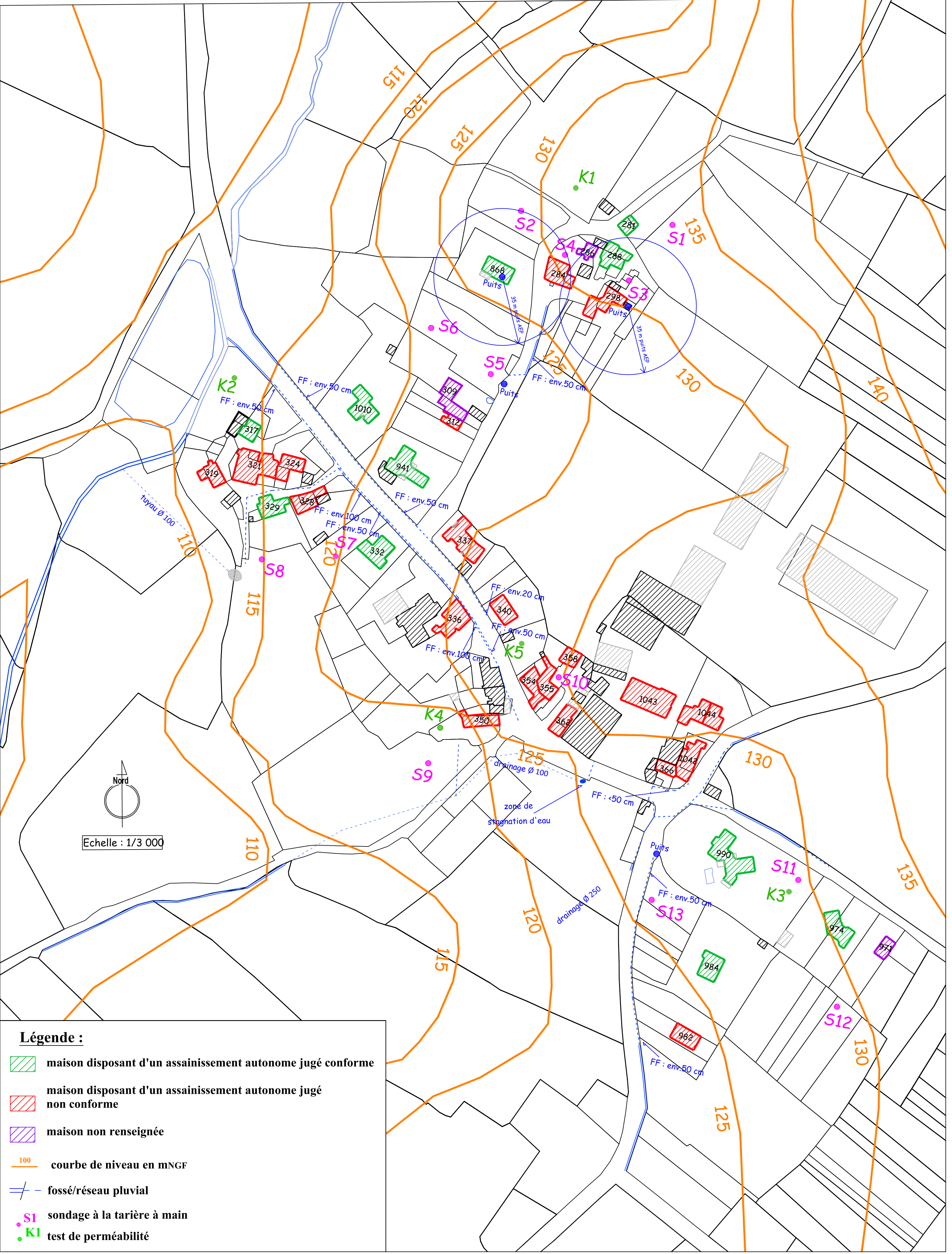
*l'assainissement semi collectif d'habitations situées au lieu dit du Moulin Croué limiterait l'opération à 10 logements. Il nécessiterait la mise en œuvre d'un poste de relevage dans le secteur Nord de ce village, la mise en place d'environ 825 mètres linéaires de réseaux de collecte des eaux usées gravitaire et de refoulement et l'extension des capacités épuratoires de la station d'épuration, pour un coût supplémentaire des travaux estimé à 100 000 €HT.*

## **V-8 Conclusions**

Selon ces hypothèses, le coût des travaux de mise en œuvre d'un assainissement semi collectif aux lieux dits de La Chagnais et de La Guérnière est 2,5 fois supérieur à celui de réhabilitation de ces logements en assainissement individuel.

La municipalité de Sèvremont a donc décidé de redélimiter ces secteurs de la commune en assainissement non collectif.

Les réhabilitations des maisons du site d'étude en assainissement individuel par des dispositifs de traitement de type sols reconstitués (filtres à sable verticaux drainés, filtres compacts drainés) ou micro station nécessiteront un exutoire (fossé, réseau pluvial ...). **La commune devra donc veiller à l'existence, à l'état et à l'entretien des fossés/réseaux pluviales afin de permettre l'installation de ces types de dispositifs.**



**Figure 11 : Etat actuel de l'assainissement sur le village de La Chagnais/La Guillotière**



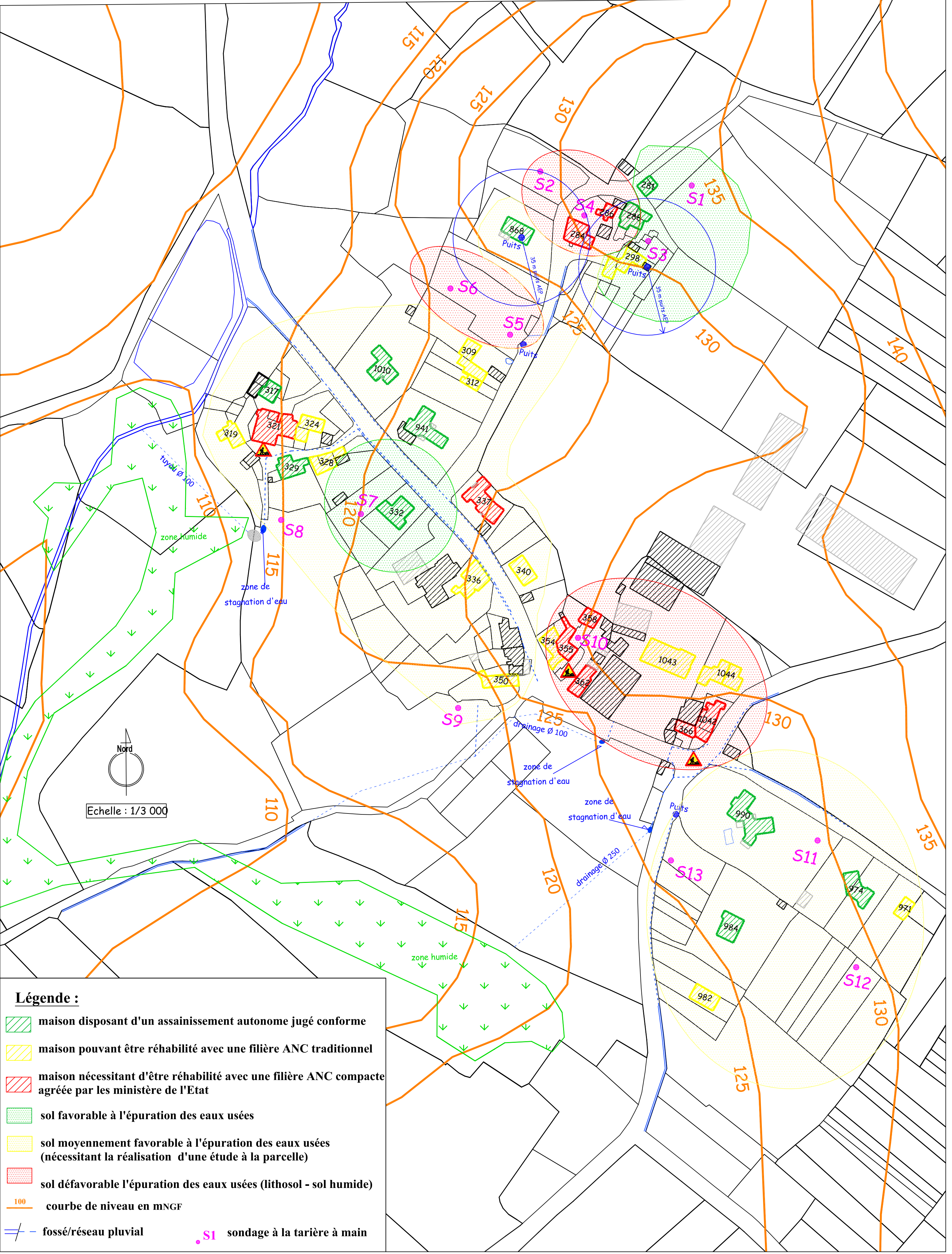
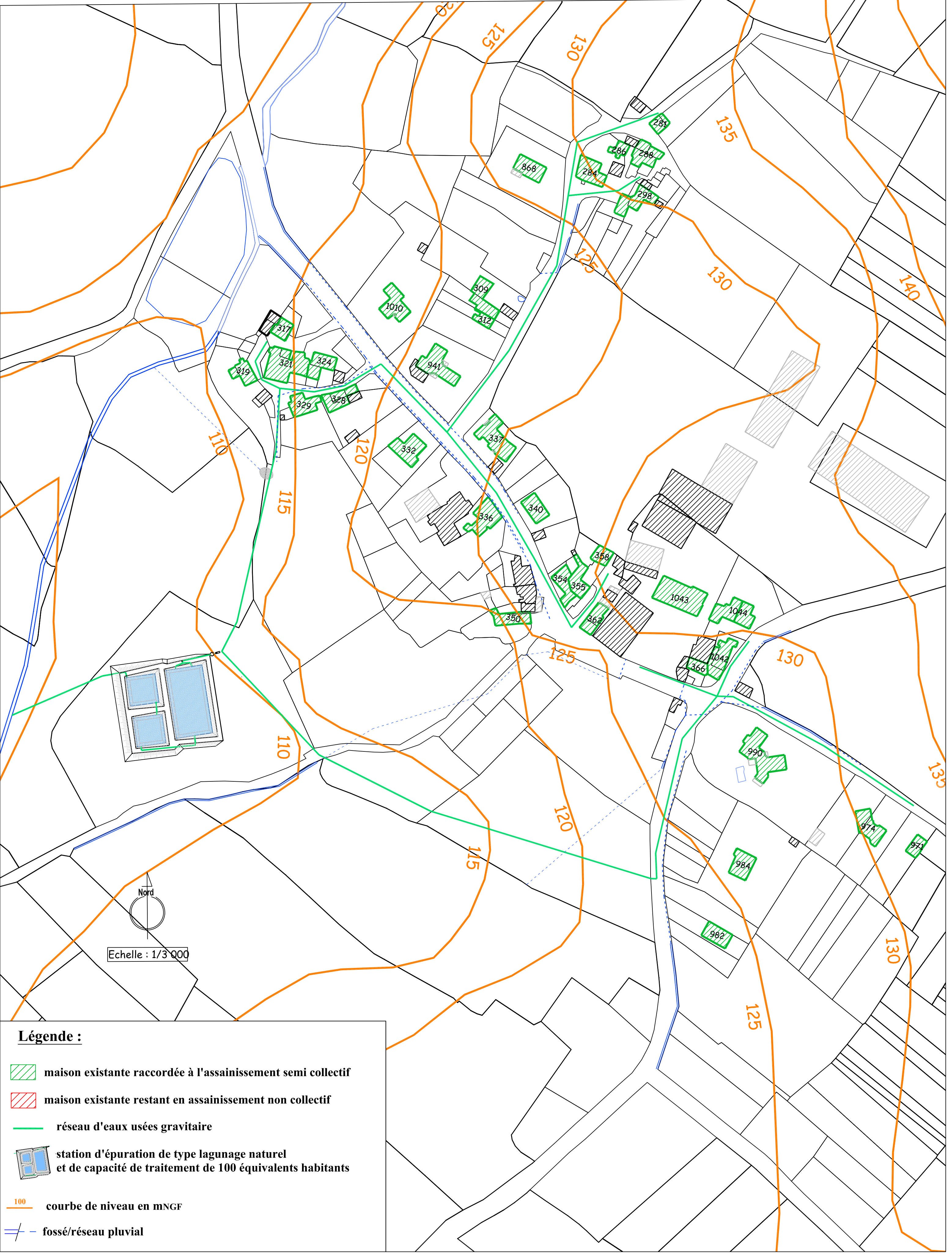


Figure 12 : Réhabilitation des logements du village de La Chagnais/La Guillotière en assainissement non collectif





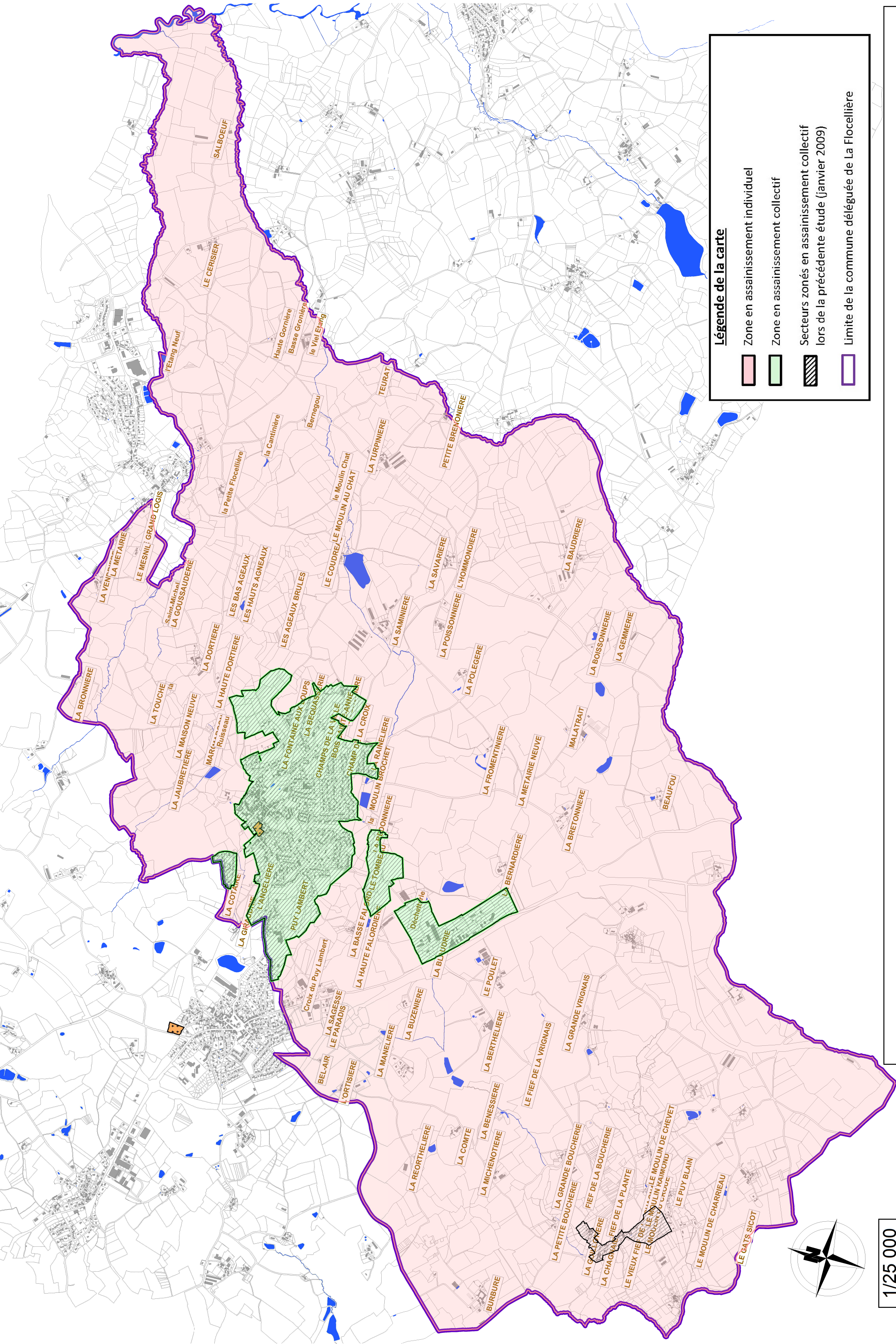
**Figure 13 : Réhabilitation des logements du village de La Chagnais/La Guillotière en assainissement semi collectif**

<b>VI- PROJET DE DELIMITTATION DES ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF SUR LA COMMUNE DE SÈVREMONT</b>
---

La modification du zonage d'assainissement projetée par la municipalité de Sèvremont sur la commune déléguée de La Flocellière porte exclusivement sur les villages de La Chagnais et La Guillotière : reclassement d'environ 9,93 hectares sur ce secteur en assainissement non collectif.

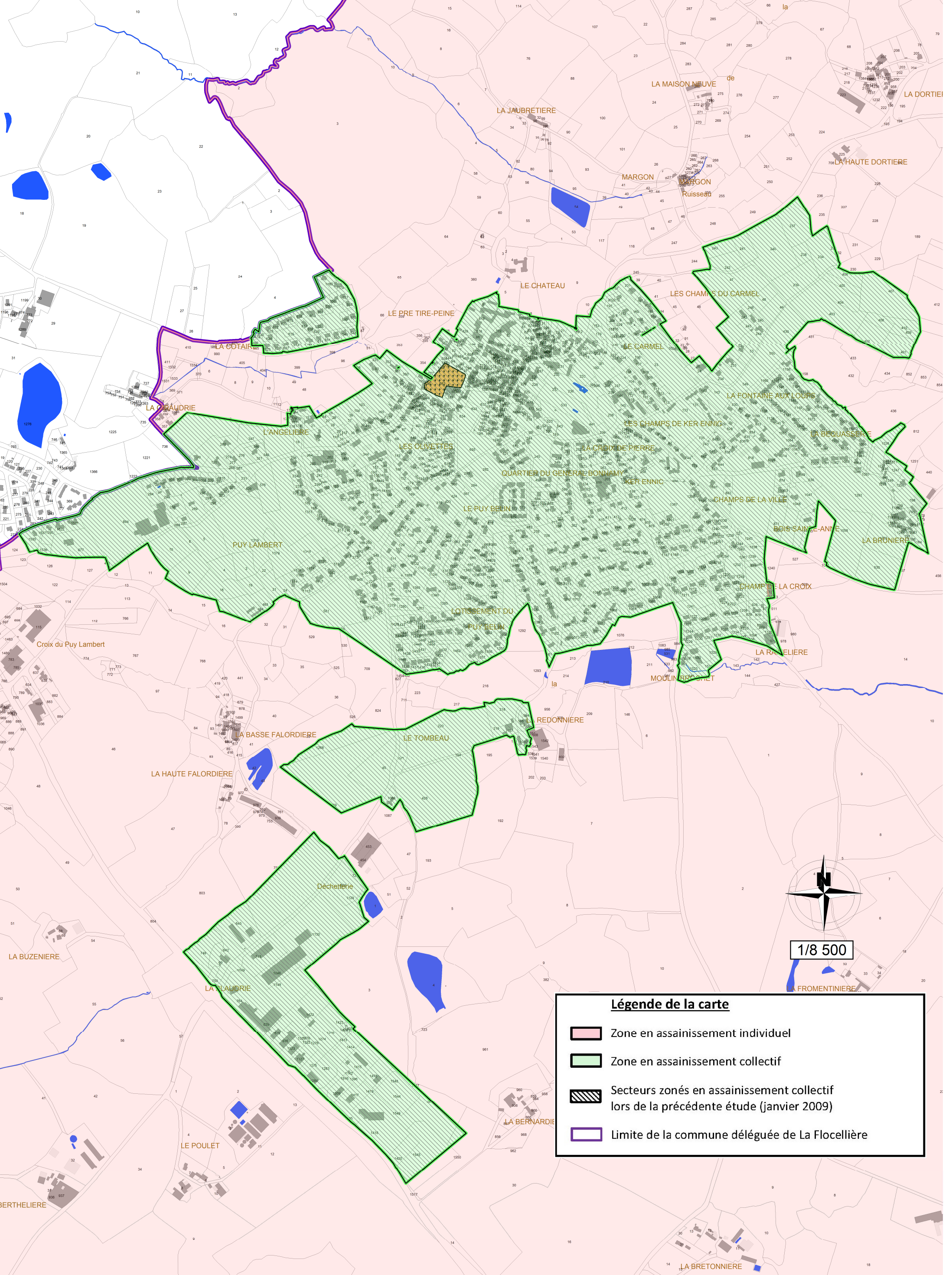
Les figures 15 à 17 présentent le zonage d'assainissement modifié de la commune déléguée de La Flocellière.





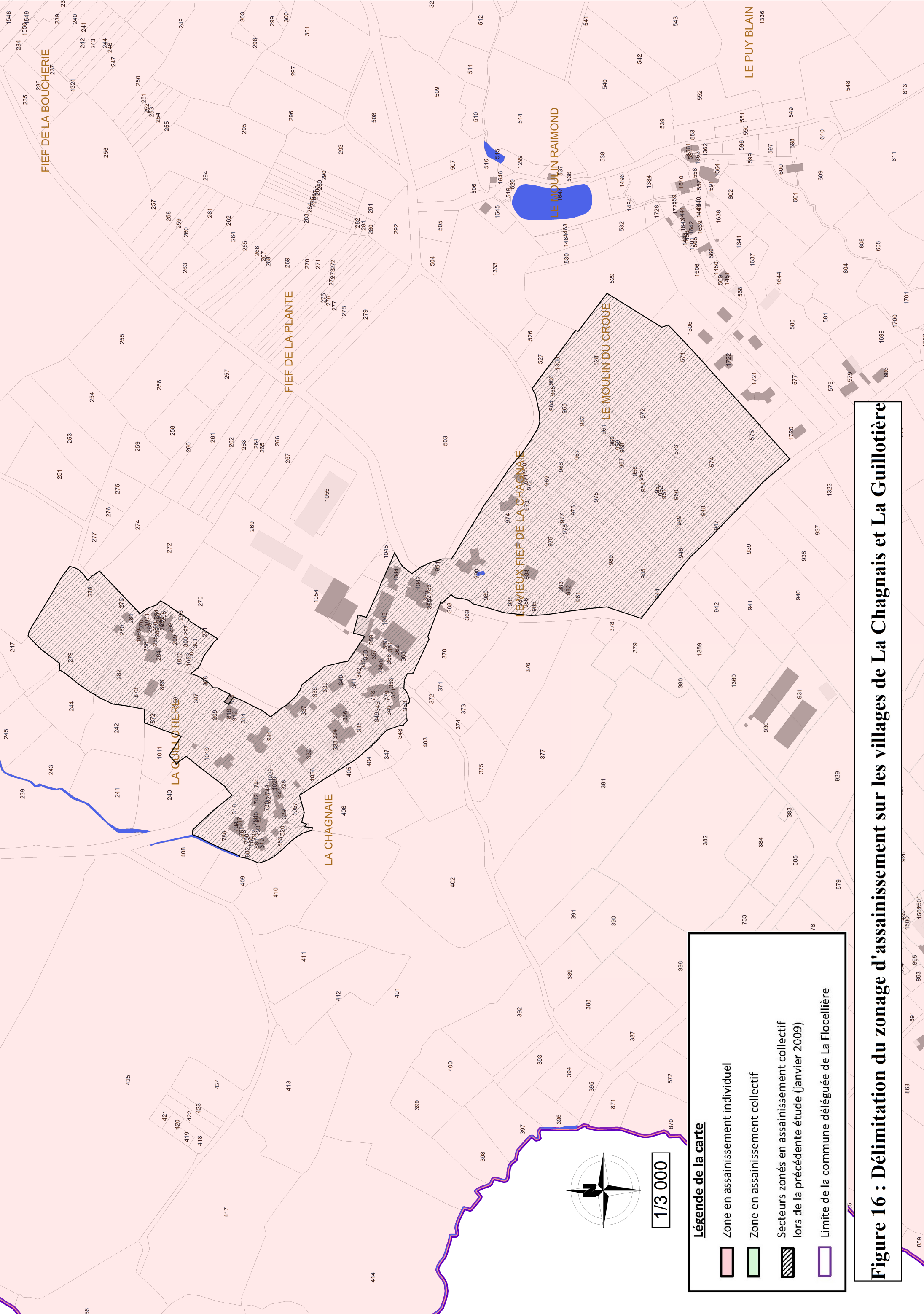
**Figure 14 : Délimitation du zonage d'assainissement sur la commune déléguée de La Flocellière**





**Figure 15 : Délimitation du zonage d'assainissement sur le bourg de La Flocellière**



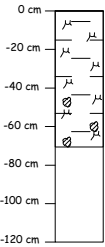
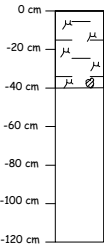
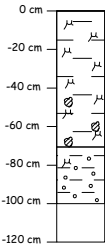
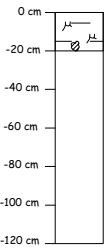
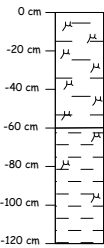
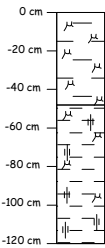
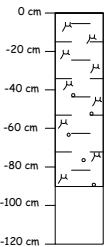
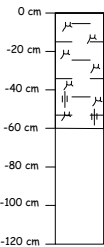
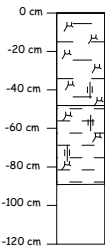
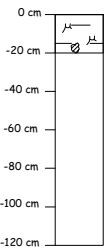
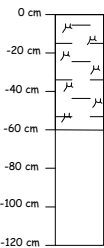
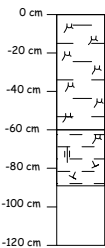
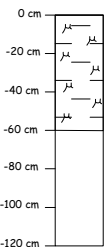


**Figure 16 : Délimitation du zonage d'assainissement sur les villages de La Chagnais et La Guillotière**

## **ANNEXES**

- **Annexe 1 : Profil des sols rencontrés sur le village de La Chagnais/La Guillotière**
- **Annexe 2 : Résultats individuels de l'enquête réalisée sur les dispositifs d'assainissement non collectif du village de La Chagnais/La Guillotière**
- **Annexe 3 : Modalités d'évaluation des installations d'assainissement non collectif de l'arrêté du 27 avril 2012.**

## ANNEXE 1 : PROFILS DE SOLS RENCONTRES SUR LE VILLAGE DE LA CHAIGNAIS/LA GUILLOTTIERE

<p style="text-align: center;"><b>Sondage S1</b></p>  <p>0-70 cm : Horizon limono argileux de couleur marron + pierres</p> <p>70 cm : Refus de carrière sur pierres ou roche</p>	<p style="text-align: center;"><b>Sondage S2</b></p>  <p>0-40 cm : Horizon limono argileux de couleur marron + pierres</p> <p>40 cm : Refus de carrière sur pierres ou roche</p>	<p style="text-align: center;"><b>Sondage S3</b></p>  <p>0-70 cm : Horizon limono argileux de couleur marron + pierres</p> <p>70-100 cm : Arène argilo limoneuse graveleuse de couleur marron à ocre/orangé</p> <p>100 cm : Refus de carrière sur pierres ou roche</p>
<p style="text-align: center;"><b>Sondage S4</b></p>  <p>0-20 cm : Horizon limono argileux de couleur marron + pierres</p> <p>20 cm : Refus de carrière sur pierres ou roche</p>	<p style="text-align: center;"><b>Sondage S5</b></p>  <p>0-60 cm : Horizon limono argileux de couleur marron</p> <p>60-120 cm : Horizon argilo limoneux de couleur marron gris et humide</p>	<p style="text-align: center;"><b>Sondage S6</b></p>  <p>0-50 cm : Horizon limono argileux de couleur marron</p> <p>50-120 cm : Horizon argilo limoneux de couleur marron et présentant des traces d'hydromorphie dès 50 cm (oxydations et concrétions ferro manganiques)</p>
<p style="text-align: center;"><b>Sondage S7</b></p>  <p>0-90 cm : Horizon limono argileux à argilo limoneux de couleur marron légèrement graveleux</p> <p>90 cm : Refus de carrière sur pierres ou roche</p>	<p style="text-align: center;"><b>Sondage S8</b></p>  <p>0-60 cm : Horizon limono argileux à argilo limoneux de couleur marron présentant quelques traces d'hydromorphie dès 50 cm (oxydations et concrétions ferro manganiques)</p> <p>60 cm : Refus de carrière sur pierres ou roche</p>	<p style="text-align: center;"><b>Sondage S9</b></p>  <p>0-50 cm : Horizon limono argileux de couleur marron et présentant quelques traces d'hydromorphie vers la fin (concrétions ferro manganiques)</p> <p>50-90 cm : Horizon argilo limoneux à argileux de couleur ocre et présentant des traces d'hydromorphie (oxydations et concrétions ferro manganiques)</p> <p>90 cm : Refus de carrière sur pierres ou roche</p>
<p style="text-align: center;"><b>Sondage S10</b></p>  <p>0-20 cm : Horizon limono argileux de couleur marron + pierres</p> <p>20 cm : Refus de carrière sur pierres ou roche</p>	<p style="text-align: center;"><b>Sondage S11</b></p>  <p>0-60 cm : Horizon limono argileux de couleur marron</p> <p>60 cm : Refus de carrière sur pierres ou roche</p>	<p style="text-align: center;"><b>Sondage S12</b></p>  <p>0-60 cm : Horizon limono argileux de couleur marron</p> <p>60-90 cm : Horizon argilo limoneux à argileux (altérites de schiste vers la fin) de couleur marron/ocre et présentant des traces d'hydromorphie (oxydations et concrétions ferro manganiques)</p> <p>90 cm : Refus de carrière sur pierres ou roche</p>
<p style="text-align: center;"><b>Sondage S13</b></p>  <p>0-60 cm : Horizon limono argileux de couleur marron</p> <p>60 cm : Refus de carrière sur pierres ou roche</p>		

<p align="center"><b>ANNEXE 2 : TABLEAU DE PRESENTATION DES RESULTATS DE L'ENQUETE ANC SUR LE VILLAGE DE LA CHAIGNAIS/LA GUILLOTTIERE</b></p>
---

- Tramé blanc : Il s'agit des constructions dont les données sont complètement connues.
- Tramé grise : Il s'agit des constructions dont on ne possède aucune information (pas de retour du questionnaire en mairie, pas de contact lors des visites individuelles) ou de questionnaire non utilisé pour l'étude, par manque d'informations.
- Lorsqu'une donnée est **commune** à plusieurs constructions, les cellules du tableau sont fusionnées.
- Colonne « **Type de logement** » : Seules les résidences sont saisies selon la typologie du logement (par exemple : un T5 équivaut à un logement possédant 3 chambres).
- Colonne « **Surface disponible** » : On soustrait la surface au sol des constructions à la surface totale de la parcelle.
- Colonne « **Maison** » : Les sigles utilisés ont les significations suivantes :  
N = maison neuve, A = maison ancienne, R = maison rénovée,  
P = résidence principale, S = résidence secondaire, V = vacante, L = location, G = gîte, location saisonnière
- Colonne « **Conso Service AEP** » : Consommation en eau potable du service d'eau. Permet de savoir si l'habitation y est raccordée et si elle utilise un puit.
- Colonne « **Prétraitement** » : Les sigles utilisés ont les significations suivantes :  
FTE = Fosse Toutes Eaux, FS = Fosse Septique.
- Colonne « **Traitement et évacuation** » : Le dimensionnement des tranchées est exprimé en ml = mètre linéaire. Le terme « 4 \* 15 ml » signifie donc l'existence de quatre tranchées de 15 m de long chacune.
- Colonne « **Eaux pluviales** » : Les sigles utilisés ont les significations suivantes :  
EV = Eaux Vannes, EM = Eaux Ménagères.
- Colonne « **Entretien** » : Le chiffre indiqué correspond à la fréquence des vidanges effectuées.
- Colonnes « **Conformité** » : avec les motifs de non-conformité.

Noms des propriétaires	Noms des occupants	N° cadastral parcelles	Nombre	Nombre	Surface	Maison	Date	Conso	Puits	Prétraitement						Traitement et évacuation								Eaux pluviales					Entretien	Conformité	Observations			
			de	de	disponible	(N-A-R/	d'acquisition	AEP	sur	Eaux Vannes				Eaux Ménagères			Traitement				Evacuation				Evacuation							fréquence vidange (en années)		
			résidents	chambre	(en m²)	P-S-V-G)	maison	(m³/an)	parcelle	FTE	Fosse Septique	Fosse Etanche	Autre	Aucun	Bac à graisse	Autres	Aucun	Tranchées filtrantes	Filtre à Sable	Autre	Aucun	Puisard	Sol	Fossé	Autre	Sol	Fossé	Puisard	Autre				Avec EV et EM	
LA GUILLOTIERE																																		
	GABORIT Simon - LIAIGRE Bérengère	D 281-280-278-273	2	2	2000	P/R	> 01/2011	oui	non	3 000 L								3 x 25 ml						*									C ou NC article 4 cas c)	Ouvrages actuellement inaccessibles (donnée SPANC)
	RHODES Anna	D 284-1052	1	3	120	P/R	> 01/2011	58	non		*						*				*		*		*					5 ans	NC article 4 cas c) ou a)	CBF dans le cadre d'une vente : donnée SPANC		
	LAGACHE Hervé	D 286				S																												
	LIAIGRE Philippe	D 288	1	2	200	L/R	< 01/2011	oui	non	3 000 L								30 ml				*	*	*		*	*		*	5 ans	C ou NC article 4 cas c)	Séparation des eaux pluviales du système d'assainissement		
	ROBICHON Guy	D 271-297 à 302	2	4 (T5)	1100	P/A	< 01/2011	non	oui		1 000 L						*				*	*	*		*	*		*	10 ans	NC article 4 cas c) ou a)	Puits utilisé pour l'alimentation en eau d'une maison			
	LIVREAU Wilfried	D 309-816									*					*					*											Bac dégraisseur installé dans le cadre d'un PC		
	MARTINEAU Daniel	D 312-314p	1	2 (T3)	350	L/A	< 01/2011	oui	non	2 x 1 500 L								env 15 ml				*	*	*		*	*		ds TF	jamais	NC article 4 cas c)	Séparation des eaux pluviales du système d'assainissement		
	LIAIGRE Philippe	D 868	3	3	1000	P/N	< 01/2011	oui	non	3 000 L								45 ml				*	*	*		*	*		5 ans	C ou NC article 4 cas c)	Puits utilisé pour l'alimentation en eau d'une maison			
	MARTINEAU Daniel	D 941	4	3	1250	P/N	< 01/2011	oui	oui	3 000 L												*	*	*		*	*		5 ans	C ou NC article 4 cas c)	Utilisation du puits pour l'arrosage			
LA CHAGNAIE																																		
	BITEAU Jean Christophe	D 317-795	3	2	80	R	> 01/2011	oui	non	décanteur primaire										micro-station à culture fixée			*	*	*	*	*		3 ans	C	neuf juin 2016			
	FORESTIER Thomas	D 319-320-792-881-883	4	3	1000	P/R	> 01/2011	oui	non	1 000 L							*				*	*	*	*	*	*	*		5 ans	NC article 4 cas c) ou a)				
	GENIN Jean-Noël	D 321	4	4	30	P/A	< 01/2011	120	non		1 500 L					*				*	*	*	*	*	*	*	*		5 ans	NC article 4 cas c) ou a)	Propriétaire de parcelles non attenantes à l'habitation			
	LHOMMEDE Dominique	D 324-730-742 à 743 -1029	4	3	500	P/A	< 01/2011	160	oui		2 000 L					*				*	*	*	*	*	*	*	*		5 ans	NC article 4 cas c) ou a)	Utilisation du puits pour l'arrosage			
	RIMBAUD Nicolas	D 327-328-1028	5	4	600	P/A	< 01/2011	100	non		*					*				*	*	*	*	*	*	*	*		10 ans	NC article 4 cas c) ou a)				
	GOZZI Philippe	D 329	2	3	450	S/A	< 01/2011			3 500 L						*				*	*	*	*	*	*	*	*					C ou NC article 4 cas c)	ouvrages actuellement inaccessibles (CBF) : donnée SPANC	
	BREMOND Julien	D 332	4	3	440	P/N	< 01/2011	oui	non	3 000 L						*				*	*	*	*	*	*	*	*		5 ans	C ou NC article 4 cas c)				
	FORTIN/ALBERT/BRANCHEREAU	D 336	2	T4	1500	P/A	< 01/2011				*				*					*	*	*	*	*	*	*	*					NC article 4 cas c) ou a)	Données COULAIS Consultant - zonage d'assainissement 1999	
	SCI DE L'AIRE	D 337	4	4	300	L/N	< 01/2011	oui	non	*						*				*	*	*	*	*	*	*	*	jamais				NC article 4 cas c) ou a)		
	BROCHARD Clovis	D 340	4	4	850	P/A	< 01/2011	oui	oui	1 500 L					*		EV : 15 ml			EM		EV	EM	*	*	*	*		10 ans	NC article 4 cas c) ou a)	Utilisation du puits pour l'arrosage			
	AUGER Hervé	D 348- 350	2 à 4	4	1400	P/A	< 01/2011	90	oui	2 000 L				*					*	*	*	*	*	*	*	*	*		10 ans	NC article 4 cas c) ou a)	Puits non utilisé - étude de filière d'assainissement en cours			
	BLANCHARD Guillaume	D 354 - 341 à 343	1	1	400	P/R	< 01/2011	22	non	1 000 L						*				*	*	*	*	*	*	*	*		10 ans	NC article 4 cas c) ou a)	Etude de filière d'assainissement en cours			
	LECLERE Yves	D 358	1	2 (T3)	100	L/R	< 01/2011	oui	non		1 500 L					*				*	*	*	*	*	*	*	*		5 ans	NC article 4 cas c) ou a)				
	LECLERE Yves	D 362-D363	3	3 (T4)	< 50	L/R	< 01/2011	oui	non		1 500 L					*				*	*	*	*	*	*	*	*					NC article 4 cas c) ou a)		
	LECLERE Yves	D 355-D356	2	2 (T3)	< 100	L/R	< 01/2011	oui	non							*				*	*	*	*	*	*	*	*		5 ans	NC article 4 cas c) ou a)				
	ROBICHON Laurent	D 366	sdgfsd	2	50	L/R	> 01/2011	oui	non	1 500 L						*				*	*	*	*	*	*	*	*					NC article 4 cas c) ou a)	Propriétaire de la parcelle n°358, non attenante à l'habitation	
	HUMEAU Freddy	D 783-1042	5	5	< 50	P/A	< 01/2011	oui	non	1 500 L						*				*	*	*	*	*	*	*	*		10 ans	NC article 4 cas c) ou a)	Propriétaire de la parcelle n°359, non attenante à l'habitation			
	GIRAUD David	D 1010	5	4 (T5)	1800	P/N	< 01/2011	oui	non	3 000 L							env. 48 ml				*	*	*	*	*	*	*					C ou NC article 4 cas c)		
	ROBICHON Laurent	D 1043	3	2	2500	P/A	< 01/2011	non	oui		*				*					*	*	*	*	*	*	*	*		3/4 ans	NC article 4 cas c) ou a)	puits AEP distant de plus de 35 m de la propriété			
	SCI ROBICHON Aurélien et Jordan	D 1044-1045		2	800	L/R	> 01/2011	oui	non		1 500 L					*				*	*	*	*	*	*	*	*		5 ans	NC article 4 cas c) ou a)	Evacuation des EU par la parcelle n°1043			
	RAUTUREAU Marie Thérèse	E 971-972	3	2	1500	L/A			oui	non	*				*																			
	OUVRARD Martial	E 974			1300	P/N	< 01/2011			3 000 L												*	*	*	*	*	*					C	Ouvrages accessibles	
	ROBICHON Eugène	E 981-982-983	2	3	1200	P/A	< 01/2011	oui	non		*				*					*	*	*	*	*	*	*	*		5/10 ans	NC article 4 cas c) ou a)				
	LECLERE Yves	E 984	2	3 (T5)	3000	P/N	< 01/2011	oui	non	2 x 2 000 L							24 ml				*	*	*	*	*	*	*		10 ans	C ou NC article 4 cas c)				
	PASCREAU Christophe	E 990	4	4 (T5)	2900	P/N	< 01/2011	oui	non	3 000 L												*	*	*	*	*	*		5 ans	C ou NC article 4 cas c)				

**ANNEXE 3 : MODALITES D'EVALUATION DES INSTALLATIONS  
D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE L'ARRETE DU 27 AVRIL 2012**

Problèmes constatés sur l'installation	Zone à enjeux sanitaires ou environnementaux		
	NON	OUI	
		<i>Enjeux sanitaires</i>	<i>Enjeux environnementaux</i>
<input type="checkbox"/> Absence d'installation	<b>Non respect de l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique</b> ★ Mise en demeure de réaliser une installation conforme ★ Travaux à réaliser dans les meilleurs délais		
<input type="checkbox"/> Défaut de sécurité sanitaire (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes) <input type="checkbox"/> Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation <input type="checkbox"/> Implantation à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution	<b>Installation non conforme</b> <b>&gt; Danger pour la santé des personnes</b> <b>Article 4 - cas a)</b> ★ Travaux obligatoires sous 4 ans ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente		
<input type="checkbox"/> Installation incomplète <input type="checkbox"/> Installation significativement sous-dimensionnée <input type="checkbox"/> Installation présentant des dysfonctionnements majeurs	<b>Installation non conforme</b> <b>Article 4 - cas c)</b> ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente	<b>Installation non conforme</b> <b>&gt; Danger pour la santé des personnes</b> <b>Article 4 - cas a)</b> ★ Travaux obligatoires sous 4 ans ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente	<b>Installation non conforme &gt; Risque environnemental avéré</b> <b>Article 4 - cas b)</b> ★ Travaux obligatoires sous 4 ans ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente
<input type="checkbox"/> Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs	★ Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation		